

Conférence de presse de l'intersyndicale des pompiers avec Marine Tondelier et Sandra Regol !

92 min · Ecologistes

Bonjour à toutes et tous, c'est ravi de vous accueillir pour cette conférence de presse dédiée à comment en France, après l'été qu'on a passé, même si on est ici tous concernés et mobilisés depuis très longtemps, comment on se mobilise pour que ça n'arrive plus au niveau de la gravité de ces feux de forêt, donc comment on agit sur le climat, comment on agit sur l'adaptation, comment on agit sur la prévention des feux de forêt et comment on agit évidemment pour protéger ceux qui nous ont protégé tout l'été et qui nous protègent d'ailleurs toute l'année, les pompiers qui sont en première ligne mais qu'on laisse souvent bien seuls quand on parle de certains politiques qui vous envoient un peu au front mais qui prennent bien peu soin de vous. Peut-être commencer par vous rappeler parce qu'on a de grands débats en ce moment sur la liberté et sur le fait qu'il ne faut pas de contraintes et laisser chacun faire ce qu'il veut, que nous on revendique en tant qu'écologistes de porter aussi la question de la liberté très fortement et on revendique que l'écologie est la condition de la liberté parce que si vous décidez qu'être libre, c'est considéré qu'on n'a aucune contrainte et qu'on fait ce qu'on veut, alors vous allez être comme le navigateur qui évidemment dépend des courants de la marée, de la houle, du vent et qui déciderait que le récif qui est devant lui, puisqu'il bloque son passage, il hésite de ne pas le voir et qu'il n'existe pas. Premièrement, le récif n'est pas tenu de partager son opinion et deuxièmement, il y a quand même beaucoup de chances que ça ne se termine pas très bien et en réalité, être libre, c'est pas ne dépendre de rien, c'est avoir conscience de ses dépendances, les maîtriser, connaître son écosystème et faire en sorte de déployer des moyens d'action pour naviguer, pour choisir son cap et c'est pareil avec la planète parce que oui, en tant qu'être humain, nous dépendons de la température qu'il fait, nous dépendons du sucré de l'eau, des forêts, des océans, des pollinisateurs, de tous ces éléments et on peut décider qu'on est libre de ne pas le voir, de ne pas le savoir, de ne pas le croire et de dépasser une à une toutes les limites planétaires et bien en réalité, on va finir sous fortes contraintes comme nous le sommes actuellement, sur -endettées climatiques puisque on vit à crédit de la planète et qu'on se sur -endette chaque jour vis -à -vis des limites planétaires mais que ça sur -endette aussi les ménages français qui n'arrivent plus à payer leurs dépendances aux gaz, les cristaux pétrole, ça sur -endette aussi les collectivités, l'État et ce qu'on vit ici, c'est un peu un cumul de tout ça, c'est -à -dire que cet été, ce qu'on a vu, c'est un État qui finalement était bien peu préparé à ce qui allait se passer et c'est pas comme si on ne savait pas et qui est tellement dans un sentiment de toute puissance puisque il est libre et qu'il n'a pas de contraintes, qu'il lésine, y compris sur des moyens de secours. Donc, on a eu des grands débats sur l'annulation des commandes de Canadair par l'Inde, sur l'annulation de la construction d'une base à Mont -de -Marçon dans les Landes pour accélérer l'arrivée des moyens sur place qui avait été promis après les incendies de 2002 et qui a été rayé d'un trait de plume pour des raisons financières. Le fond vert qui devait servir à isoler les écoles de nos enfants, à adapter des territoires au risque d'inondation qui a été divisé par quatre en deux ans, ma prime rénov' pour rénover nos logements qui a aussi été bien malmelé comme dispositif et donc c'est un peu le syndrome du Titanic. C'est -à -dire que comme on considère qu'on est libre, qu'on est les plus puissants, qu'on est un bijou de technologie, qu'on est insubmersible et qu'on est invincible, alors du coup on ne voit pas les moyens de secours et il y a ce côté, il y a autant de place et puis on va prévoir que la moitié des canaux de sauvetage en sachant que les personnes

qui prennent ces décisions sont à peu près sûrs qu'eux, ils ont leur place sur le canot de sauvetage. Donc, je pense que quand je dis ça, ça évoque des discussions qu'on vient d'avoir en aparté, mais voilà, c'est vraiment tout un système qui montre tout ce qui ne va pas et en termes de conscience des risques environnementaux que l'on vit et en termes de justice sociale tout simplement, on voit en tout cas qu'un sujet dont vous parlez et nous parlons depuis très longtemps qui est la culture du risque est bien peu présente dans notre pays par rapport à d'autres pays qui sont -t-ils confrontés un peu plus violemment et plus longtemps au méga feu. Et c'est vrai qu'on s'est rencontré alors avec l'entre vous aux journalités de Grenoble où vous étiez venus témoigner et on se disait voilà comment on peut faire, par exemple, même au collège, au lycée, qu'aucune génération ne s'en colle sans avoir eu un contact de formation, de prévention, parce qu'il y a les pompiers professionnels, il y a les pompiers volontaires, on propose aussi une réserve civile climatique, mais il n'empêche qu'en fait, on doit tous et toutes être formés pour détecter très rapidement le départ d'un feu de forêt pour savoir quoi faire, qui prévenir, comment le faire bien pour que ce soit tout simplement organisé et qu'on soit violemment ensemble finalement sur ces risques là comme sur d'autres. C'est un immense défi qui nous attend. On ne le fera pas sans vous. Et donc, merci beaucoup d'être là. J'ai passé la parole à Sandra Régol parce que je suis très, très fière qu'on est chez les écologistes députés qui depuis longtemps travaillent sur le sujet et qui a fait ce que le Etat n'avait pas fait, c'est à dire quand il y a eu le beaubou de la protection civile, c'était une bonne idée qu'il devait déboucher sur des solutions concrètes. C'était une bonne idée aussi, mais qui n'a débouché sur rien de concret. Et bien, tu as pris le relais avec d'autres pour déposer la loi que l'Etat aurait dû déposer. Et donc, on ne va pas lâcher ce sujet à la rentrée. Et puis vraiment, merci beaucoup d'être là à tous les quatre. On précise, vous n'êtes pas là pour nous soutenir. Par contre, on précise que nous, on est là pour vous soutenir et qu'on ne va pas s'arrêter. À toi,

Sandra. Merci beaucoup, Marine, d'avoir organisé ce temps qui est important parce que vous souvenez probablement des images terribles de 2019 où les pompiers manifestaient pour leurs droits et où la police avait été mandatée pour charger en retour. Ce n'est pas à raison de les revendications pour plus de moyens, plus de respect, plus de protection. 2022, les grands feux de gérondie, une promesse du gouvernement d'alors, le Beauvau, la Sécurité civile, qui était censé permettre de déboucher sur un texte qui permette de se réorganiser, de financer correctement, de compenser tout ce qui n'avait pas été fait. Et depuis, depuis quatre pompiers morts en trois semaines cet été dans les feux, c'est énorme, six ou huit en caisson puisqu'il est impossible de respirer du fait des pollutions au fumé, 250 blessés. Et là, je ne parle que de l'Ouest. Et toujours rien. Un texte qui est censé avoir été écrit, qui n'est toujours pas présenté, dont personne, on en a fait un petit tour tout à l'heure, n'a pu lire les contenus et donc oui, comme le disait Marine, là, d'attendre que le gouvernement agisse. Début juillet, on a déposé le texte qu'il aurait dû déposer. Apparemment, le premier ministre a besoin de faire une mission parlementaire pour savoir comment est -ce qu'on rédige l'opérationnel, comment est -ce qu'on finance les moyens. Petit spoiler, vous avez déjà ce qu'on peut faire qui est dans ce texte puisque c'est tout simplement ce que la sécurité civile a discuté dans le cadre du Beauvau. Ce n'est pas des propositions des écologistes particulièrement. C'est ce qui est ressorti du travail de et c'est une lassitude profonde de passer autant de temps à attendre sans que rien ne se passe, de voir que les pompiers, même quand ils sont en grève, continuent à agir, à sauver des vies qui multiplient les heures en tant que pompiers professionnels. Puis, parce qu'il n'y a pas assez de monde, ils cumulent des heures et des heures de pompiers volontaires et qu'il y a une catastrophe. Et puis, cette enquête de Mediapart qui démontre que la France est incapable de faire face à plusieurs catastrophes en même temps. Celle qui fait le heure par heure de communs en feu de broussaille, en gérondie est devenue l'une des pires catastrophes en termes de feu du pays. Et tout ça, ça suffit. On a besoin d'agir. C'est pour ça qu'on met nos moyens au service de l'inter -syndical des pompiers pour faire porter leur voix. On espère que d'autres partis politiques, d'autres organisations fassent de même parce qu'il y a une

urgence et c'est une urgence de sécurité nationale. Donc, à vous, messieurs.

Donc, tout d'ailleurs, d'abord, au nom de l'inter-syndical, on tenait à vous remercier pour l'invitation, pour nous donner la parole, parce qu'il est important aujourd'hui que tout le monde comprenne que ce qui s'est passé en Gironde et en France cet été était tout à fait prévisible et que l'État était évidemment au courant. Donc, au nom de l'inter-syndical, je vous dresser le portrait qui amène à la colère, qui va se caractériser par la grande manifestation nationale menée par l'inter-syndical le 29 septembre 2026. Depuis 25 ans, la sécurité civile française absorbe une activité en explosion. Plus 35 % d'intervention depuis 2000, plus 114 % de secours à personne. Parce que les sapeurs-pompiers deviennent le palliatif de services publics qui ne sont pas subventionnés par l'État ou PUEAC. L'hôpital s'écroule, à qui on fait appel aux sapeurs-pompiers. Face à cette pression croissante, les moyens humains, matériels budgétaires censés y répondre stagnent. La première fracture est évidemment humaine. Quand on se réfère aux chiffres, on constate qu'il y a moins 25 % de sapeurs-pompiers volontaires pour 100 000 habitants. Alors que l'effectif de sapeurs-pompiers professionnels, lui, stagne ou ne progresse pas assez. Cette fracture humaine est doublée d'un abandon d'un maillage territorial. Il y a moins 31 % de centres de secours. Ça veut dire qu'on ferme des centres de secours, ce qui provoque une inégalité sur le territoire. Quand on voit à Paris, par exemple, les gens peuvent arriver les sapeurs-pompiers en 6 minutes. En Corrèze, les pompiers arrivent généralement en 16 minutes. Il faut comprendre que c'est l'arrivée du premier engin. On ne sait pas si c'est le bon engin, s'il est complet et s'il est adapté à la mission. En Allemagne, ils ont fixé une limite de 8 minutes maximum, basée sur des études médicales qui disent qu'au-delà de 8 minutes, justement, c'est très dangereux pour la victime. En France, la moyenne a évolué de 3 minutes depuis 5 ans. On est passé de 12 minutes 53 à 15 minutes 09. Aujourd'hui, en France, les sapeurs-pompiers... arrive en un quart d'heure chez vous. Vous comprenez bien qu'une personne en arrêt cardio-respiratoire, au bout de 15 minutes, c'est compliqué. Donc, il faut changer les choses, sauf si on veut repeindre les ambulances en noir plutôt qu'en rouge. Ce sera... Comme ça, on pourra faire aussi pompe funèbre. Ensuite, derrière, sur les feux, il faut bien comprendre que depuis 1973, sur tous les feux de plus de 5000 hectares, c'est -à-dire sur les 17 feux depuis 1973 qui ont dit passer 5000 hectares, il y en a 6 qui ont eu lieu depuis 2021. Donc, cet été, en Gironde, qui a été le plus gros feu jamais vu. Donc, on voit bien qu'il y a une accélération. Les saisons de feux de forêt commencent plus tôt, sont plus intenses et terminent plus tard. Face à ça, la réponse de l'État, sur les moyens matériels, par exemple, vous le savez déjà certainement, mais en tout cas, les camions citernes feux de forêt ont baissé de 1000, depuis 2012, entre 2012 et 2020. Depuis, il y a eu les promesses du président Macron sur un pacte capacitaire, sauf que ce pacte capacitaire n'a pas été complètement honoré et de toute façon, les camions qui arrivent remplacent des camions qui sont vieillissants et donc plus en état de fonctionner, et donc in fine, il nous manque toujours moins 1000. Il nous manque toujours 1000 camions. Donc voilà, quand on met tout ça tout à bout, on se rend compte que les constats sur les budgets, par exemple, le ministre de l'Intérieur va vous dire que les budgets ont augmenté. C'est incontestable. Ils ont augmenté 32 %. Par contre, si on met en relation avec l'inflation, en fait, ils ont baissé de 3 %. Si on ajoute à ça l'augmentation des cotisations CNRA-CL, eh ben, ça augmente encore la baisse de budget, parce que la CNRA-CL, quand même, il faut en parler, c'est donc la caisse de retraite dont les sapeurs-pompiers bénéficient et les caisses des collectivités locales. On nous a pillé plus de 100 milliards de cette caisse qui était excédentaire. L'État est venu prendre de l'argent à cette caisse excédentaire pour les redistribuer ailleurs. Et aujourd'hui, on explique aux employeurs des sapeurs-pompiers qu'il va falloir payer plus cher la CNRA-CL parce que maintenant, elle est devenue déficitaire. Donc voilà, les sapeurs-pompiers sont gentils, mais on les aime bien quand ils coûtent pas cher. Et c'est pareil, la Terre syndicale et mes collègues le développeront en plus cette partie-là, et j'en finirai par là. On demande l'embauche de sapeurs-pompiers professionnels. Pourquoi ? Et qui est concerné ? C'est parce qu'aujourd'hui, le volontariat, tel que je vous l'ai expliqué, la diminution de 25 % de sapeurs-pompiers

volontaires pour 100 000 habitants, ne permet plus de répondre à la demande et ne permet plus de répondre à l'augmentation de l'intervention. Nos employeurs n'aiment pas les sapeurs -pompiers volontaires. La Fédération des sapeurs -pompiers France n'aime pas les sapeurs -pompiers volontaires. Ils aiment le statut. Ils aiment le statut parce que c'est des gens qui sont sous-payés, sous le SMIC, et qui ne sont pas soumis aux cotisations patronales. Et nous, ce qu'on demande, c'est l'embauche de sapeurs -pompiers professionnels qui seront principalement des sapeurs -pompiers volontaires, parce que beaucoup de sapeurs -pompiers volontaires sont restés sapeurs -pompiers volontaires parce qu'ils ont essayé de devenir pro, mais on les a pas recrutés. Donc voilà, aujourd'hui, l'État a bon dos de dire que les sapeurs -pompiers volontaires sauvent tout le monde. S'ils aiment vraiment les sapeurs -pompiers volontaires, qu'ils le prouvent et qu'ils les embauchent et qu'ils leur donnent un emploi PRN qui, en tant que pompiers professionnels, la population sera mieux protégée, on pourra mieux attaquer les feux et la sécurité civile sera beaucoup mieux. Je finirai par un point sur la flotte aérienne, parce que je sais qu'on va parler, même si ça ne concerne pas les pompiers. Les sapeurs -pompiers, on est des fonctionnaires, en tout cas ceux qui sont devant vous, on est des agents de la fonction publique territoriale. Il faut quand même comprendre que l'ONF, ces effectifs ont été divisés par deux. Donc, comment on peut prévoir des feux quand l'ONF n'est plus en capacité de préparer les forêts ? Les stations météo -français ont été largement diminuées. Donc, on n'est plus en capacité de prévoir les phénomènes météo à l'avance. Les sapeurs -forestiers ont été impactés aussi, ceux qui préparent toute l'année les feux, qui surveillent les feux de forêt. Donc, la flotte aérienne, en 1983, depuis 1983, la surface boisée en France a augmenté de 3 millions de kilomètres carrés. Mais dans le même temps, à l'époque, on avait 21 moyens aériens, donc les DASH plus les Canadair cumulés. Cette année, on en a 20. En fait, il faut comprendre qu'on est prêts pour les risques d'hier. Nous, ce que l'Inter -Sanical demande, c'est qu'on soit prêts à affronter les risques de demain. Merci.

Il faut juste développer le point sur le recrutement. L'Inter -Sanical porte comme revendication le recrutement massif de sapeurs professionnels par rapport à ce que vient d'évoquer le collègue. Le chiffre, c'est plus de 20 000 emplois qui sont concernés. On se base sur un rapport de l'IGA, l'inspection générale de l'administration, qui avait été commandité d'un rapport par le ministre d'Armanin, le ministre de l'Intérieur d'Armanin, pour évaluer la charge ou comment étaient employés les sapeurs -pompiers volontaires dans les dix. Donc, ce rapport a établi que toutes les gardes qui étaient montées tout le temps de travail qui étaient réalisés par les sapeurs -pompiers volontaires correspondaient à 21 000 emplois permanents. Donc, nous, on se base sur ce rapport, qui fait partie de l'administration. En fait, c'est une base solide pour dire que ces 21 000 emplois, il faut les créer. Aujourd'hui, il y a plus de 3 000 candidats, 3 000 lauréats qui sont titulaires du concours. Beaucoup de sapeurs -pompiers volontaires sont titulaires de ce concours. On demande à ce qu'ils soient recrutés rapidement. Et en plus, un petit clin d'œil au président de l'ADF, M. Sauvadet, qui a été, au fur et à mesure, ministre. Et en 2012, il avait fait une loi, la loi Sauvadet, pour le recrutement massif des contractuels. Le Conseil d'État a établi que les sapeurs -pompiers volontaires étaient des contractuels de droit public à temps partiel. Donc, nous disons chiche au président Sauvadet, président de l'ADF, de dire, allez-y, mettez en application votre loi, créez un plan massif de recrutement et de titularisation de ces contractuels qui sont les sapeurs -pompiers volontaires et qui veulent devenir sapeurs -pompiers professionnels. Et déjà, on aura apporté une partie de la réponse au manque de besoins. Le problème que l'on a avec la sollicitation dans les 10, on fait le focus sur les feux de forêt, mais la défaillance, elle est quotidienne. C'est tous les jours que des milliers d'interventions ne sont pas réalisées correctement, conformément aux règlements opérationnels qui sont édictés dans chaque département. Dans chaque département, ce qu'il faut savoir, c'est que le préfet arrête la doctrine opérationnelle, donc va dire sur telle et telle commune, sur tel et tel secteur, il faudra envoyer tel et tel moyen et il faudra, dans telle et telle commune, des casernes avec tant de pompiers. Ces règlements opérationnels, aujourd'hui, le manque d'effectifs et le manque de

financement font qu'on n'arrive plus à honorer ces contrats territoriaux au sein des départements. Donc, quand vous avez besoin d'une ambulance, comme il y a des centres de secours qui sont exclusivement armés avec des sapeurs -pompiers volontaires, donc ça veut dire qu'on base la réponse opérationnelle avec un effectif qui n'est pas obligé d'être disponible et dont on ne sait pas s'il sera disponible. Ils peuvent être disponibles à 10h le matin, mais à 10h15, il n'y a plus personne. Ça veut dire qu'on est obligé d'engager un autre centre de secours qui vient donc de plus loin, mais des fois, de plus loin, c'est de 10, 20 minutes plus loin, et donc on déshabille un autre secteur. Donc là, il y a une problématique au quotidien, donc c'est le focus feu de forêt, je ne veux pas qu'on nous réponde que c'est exceptionnel, que ce n'est pas comme ça tout le temps, alors en fait, qu'en réalité, c'est comme ça tout le temps. Il y a 75 % des secteurs dans les départements qui ne sont pas couverts pour le risque incendie, et l'incendie, il n'y a que nous qui le faisons. Les ambulances et les ambulanciers privés, il y a le secteur privé qui intervient, il y a le SAMU qui peut intervenir, pour le feu, il n'y a que les pompiers. Et 75 % des territoires ne sont pas couverts pour le risque incendie tous les jours, à chaque heure. Donc ça, c'est vraiment quelque chose d'important et il faut que tout le monde en prenne conscience. Pour les feux de forêt, en 2022, on avait eu une crise sur le Sud-Ouest avec le département de la Gironde, qui avait été touché par le feu de l'Andiras. La chance qu'avait eu l'État et les concitoyens français, c'est qu'il n'y ait pas eu d'autres catastrophes dans le Sud-Est. Cette année, ça a été différent. Cette année, il y a la Gironde qui a été touchée, les Landes et en même temps, le Var. Et là, en fait, ça a mis la sécurité civile à genoux, parce que nous n'avons plus les moyens, et là, ça a été constaté. Il y a eu dans notre jargon ce que l'on appelle des largages pour protéger les supports -pompiers qui sont en cours d'intervention. Lorsque le feu se retourne, on demande un largage d'urgence. Et ces largages -là n'ont pas été honorés parce qu'il n'y avait pas les avions ni les bombards d'Edo qui étaient disponibles sur le secteur. Quand on nous dit qu'il y a eu une augmentation des budgets, qu'il y a eu une augmentation de la flotte aérienne, parce qu'il n'y a jamais eu autant d'avions qui ont tourné autour des feux ou au-dessus des feux pendant les feux estiveaux, oui, c'est une réalité, c'est vrai. Il n'y en a jamais eu autant. Sauf que les feux, il n'y en a jamais eu autant et d'aussi grande intensité. Donc, en fait, il faut comparer ce qui est comparable. On ne peut pas dire qu'il y avait plus d'avions en 2026 qu'en 1994, par exemple, parce que les feux n'étaient pas les mêmes. Le développement des feux n'était pas le même. Les températures n'étaient pas les mêmes. On n'a pas le même territoire qui est concerné en 1990 et en 2026. Et nous, ce que l'on demande, c'est que cette prise de conscience, elle ne soit pas juste pendant l'été, il faut que ça soit tout le temps. La sécurité civile, elle a besoin d'être réformée. On a besoin d'être modernisée. On a besoin d'être plus nombreux. On a besoin d'avoir un financement qui soit à la hauteur de l'enjeu. Et surtout, ce que l'on veut, c'est qu'il y ait une doctrine, enfin, une ligne politique du pays en disant la sécurité civile que l'on veut pour les citoyens français, c'est celle-ci. Et on met le niveau et après, on se donne les moyens de tenir le niveau. Aujourd'hui, nous n'avons même pas le niveau. Voilà ce que je pouvais dire sur les effectifs. Après, je ne sais pas lequel de vous...

Juste rebondir sur deux aspects. Un aspect qui a été abordé par Marine et un aspect sur lequel on porte des revendications fortes. Le premier aspect, c'est l'éducation de la population. En 2004, la loi de modernisation de sécurité civile mettait le citoyen au cœur de sa propre sécurité. Cet objectif -là, 22 ans après, il n'a pas été... On n'a pas trouvé les moyens d'éduquer et de préparer la population correctement à la sécurité civile et à sa propre sécurité. Quand les travaux du Beauvau de la sécurité civile ont démarré, la première des revendications portées par les organisations syndicales, c'était de demander que le ministère d'éducation nationale soit avec les responsables de la sécurité civile et les acteurs de la sécurité civile autour de la table pour discuter de comment on prépare et comment on forme la population à l'anticipation des risques et quand la catastrophe arrive, comment on participe activement à sa sécurité. On le voit bien cet été avec l'évacuation de 240 000 citoyens européens, français, étrangers qui étaient en vacances sur la Gironde, la population n'est pas prête

à cette question d'anticipation. Moi qui travaille dans le département du Pas-de-Calais, l'hiver 2024, on a passé quatre mois les pieds dans l'eau, quatre mois avec une population qui n'a pas été en capacité d'anticiper les choses et d'être prête à absorber ces questions. Aujourd'hui, on parle des feux de forêt, cet automne, on parlera des inondations et des tempêtes. Le gouvernement attend sûrement pour calmer la gragne des sapeurs-pompiers qu'il manque de pot. On sait qu'aujourd'hui, on va avoir un automne avec des tempêtes particulièrement violentes et donc la question du dérèglement climatique et la question massive et plus générale portée par l'analyse des risques et de la protection face au risque, aujourd'hui, elle est effective et on l'a vu, ça a été parfaitement bien illustré cet été avec les feux de forêt, mais ça le sera cet hiver avec les tempêtes. C'est exactement de la même façon. Donc ça, c'est le premier point, la préparation, l'anticipation et l'éducation de la population. Deuxième aspect d'une revendication forte que l'on porte, c'est la santé, la sécurité au travail. Aujourd'hui, la responsabilité, et ça c'est la réglementation qui le veut, la responsabilité de la santé, de la sécurité du personnel, elle relève de la compétence de l'employeur. Sans ce 10, sans département, sans vision différente de la santé, de la sécurité au travail. Avec malgré tout une direction générale de la sécurité civile, service du ministère de l'Intérieur, qui établit de la doctrine en matière de santé, de sécurité au travail et des tableaux des maladies professionnelles qui sont aujourd'hui pilotées par la direction générale du travail, qui est le départ du ministère du travail. Donc, rien qu'avec ces quelques éléments de langage, vous aurez compris qu'il est effectivement extrêmement compliqué de faire émerger la question de la santé, de la sécurité au travail et la prise de conscience, notamment sur les maladies à effet retard, et je pense notamment au cancer professionnel, toute la difficulté que nous avons pour faire reconnaître le lien de causalité qu'il peut y avoir entre les activités des sapeurs pompiers et ces questions de santé et sécurité. Ça a été évoqué, illustré parfaitement, entre guillemets, par la présentation de la cagoule lors de la conférence de presse du 13 août. Mais la situation, elle est dramatique aujourd'hui. Des sapeurs pompiers sont exposés directement à des cancérogènes mutagènes ou pro-toxiques dans des conditions qui ne leur permettent pas d'être protégés. Les employeurs qui sont toute une myriade se renvoient la balle avec le ministère de l'Intérieur pour dire effectivement c'est de la compétence de l'État et puis nous, ça coûte trop cher. On a une réglementation qu'il est compliqué de faire appliquer. Donc aujourd'hui, avec une médecine du travail dont on connaît l'État en France aujourd'hui et qui est factorisée par les difficultés d'attractivité des médecins du travail qu'on peut avoir dans la fonction publique. Aujourd'hui, on a une vraie problématique sur la santé et la sécurité au travail. C'est un vrai sujet qu'on a toutes les peines du monde à faire émerger et à faire prendre conscience. Il faut quand même bien savoir que la question des fumées, c'est 2017. On commence à prendre conscience d'un certain nombre de choses. Forcé de constater qu'en plus, l'Anne-Cesse vient de publier un rapport qui est très bien illustré sur les risques liés à la toxicité des fumées pour la population générale. Donc, on explique clairement que quand la population est en présence de fumée, il y a effectivement un facteur pour la santé. Il y a un domaine de santé public et on expose des milliers de sapeurs-pompiers aux risques fumés sans se poser de question. Et aujourd'hui, c'est un sujet que nous souhaitons aussi aborder avec l'Inter Syndical parce que cette situation de médecine professionnelle est préventive. On a un certain nombre de textes qui ne sont pas appliqués. On a des tableaux des maladies professionnelles avec des procédures de reconnaissance qui ne sont pas pilotées par le ministère de l'Intérieur, qui ne concernent que très peu, puisque nous ne sommes que 48 000 sapeurs-pompiers professionnels en France. Donc, un faible pourcentage de la population est particulièrement exposé et donc, on a toutes les peines du monde, et je le disais, à faire reconnaître ces maladies et de faire évoluer ces tableaux. Si les choses avancent, elles avancent pas suffisamment. Et aujourd'hui, on a des collègues qui sont malades, qui tombent sous le principe du régime général de sécurité sociale parce que les process pour faire reconnaître les maladies en tant que maladies professionnelles ne sont pas adaptées à la façon avec laquelle on est censé être reconnus en maladie pro. Aujourd'hui, c'est un sujet de plus. Il y a un véritable enjeu de santé

publique pour la population générale en ce qui concerne les feux de forêt et la question des fumées. Et puis, il y a les enjeux liés à la médecine professionnelle et préventive pour les sapeurs -pompiers professionnels. Donc, voilà les deux aspects. Éducation de la population, santé, sécurité et au travail.

Juste pour émanoucir, combien de cancers sont... Moi, je connais les chiffres, mais c'est pour tout le monde. Combien de cancers sont reconnus comme maladies professionnelles?

Quatre. En 20 ans.

Quatre reconnus en 20 ans, donc deux récemment, alors qu'il y a plein de maladies qui sont développées. Deux types.

Alors, deux types, mais des situations où effectivement, les collègues arrivent à se faire reconnaître en maladies professionnelles. Je vais vous dire, quand on tombe malade, on se renferme sur soi-même et on pense déjà à se soigner, surtout sur les pathologies aussi graves. Vous imaginez bien que les embûches pour se faire reconnaître en maladies professionnelles, les collègues baissent les bras très rapidement. C'est tellement compliqué, tellement difficile et tellement peu accessible pour les collègues qu'aujourd'hui, les gars laissent tomber.

En fait. Juste pour qu'on veille en tête, au Québec, par exemple, c'est une vingtaine de cancers qui sont reconnus comme maladies professionnelles, exposés aux mêmes substances en France. On vient d'en obtenir deux supplémentaires de haute lutte. Jusqu'à présent, il n'y avait que deux cancers qui étaient reconnus pour les pompiers.

Je fais juste un petit focus très rapide sur ce sujet là. En fait, la reconnaissance des maladies professionnelles, ça peut être très simple en réalité, parce qu'on n'a pas besoin que la maladie soit inscrite dans un tableau. C'est une politique érachée. Si nos employeurs étaient conscients de ce que l'on mène comme mission, de comment on exerce, dans quelles conditions on l'exerce, du fait qu'ils n'achètent pas les moyens de nous protéger. Mais en fait, ils devraient reconnaître sans délai, peut-être même sans qu'on le demande, à ce que la maladie dont on souffre soit reconnue professionnellement. Parce que c'est un arrêté individuel. Il n'y a pas besoin, demain, si on a un cancer, on développe un cancer qui n'est pas dans la liste, il n'y a pas besoin qu'il soit dans la liste pour qu'il soit reconnu. L'employeur peut dire, moi, je reconnais que cette maladie là, elle est bien due au travail. Donc, c'est une politique érachée. Mais cette considération là, en fait, nos employeurs en France ne l'ont pas. Parce que, pareil, dans la prévention primaire des expositions, ce qui va limiter l'exposition à des engins cancérigène, mutagène, héroprotoxique, et bien en fait, c'est le temps de travail. Les sapeurs -pompiers sont exposés jusqu'à 650 heures de plus que n'importe quel travailleur français. C'est pas, vous le savez tous, on travaille 1 607 heures en France, c'est le temps de travail légal. Les pompiers travaillent jusqu'à 2 256 heures, donc, c'est -à-dire 649 heures de plus rémunérées seulement en 1607. Donc, il y a 649 heures où on n'est pas rémunéré. Et en plus de ça, en cadeau, on vient nous exposer encore plus à des éléments cancérigène, mutagène, héroprotoxique. Voilà, voilà la considération de nos employeurs. Donc, il n'y a pas que le ministre de l'Intérieur, il y a aussi nos employeurs et nos employeurs doivent prendre conscience qu'on est arrivé à un moment où, en fait, la colère, elle atteint un niveau où, en fait, peut-être qu'on ne peut plus faire marche arrière et on serait peut-être un petit peu moins conciliant qu'on l'a été jusqu'à présent.

Ce qu'il faut comprendre sur ça, c'est qu'il y a quand même un paradoxe, c'est que les sapeurs -pompiers ne sont pas reconnus en métier à risque. Par contre, quand on va chez le banquier faire un prêt, on est reconnu en métier à risque et on est obligatoirement majoré. Ne serait-ce que, peut-être, sapeurs -pompiers, on est majoré, mais si, en plus, vous faites du risque chimique comme moi,

vous êtes encore majoré ou du bactériologique ou autre. Donc, il y a quand même un paradoxe, il y a quand même assez étonnant. Vous avez tous compris que la sécurité civile, en fait, en France, c'est le parampauvre du ministère de l'Intérieur. On est sur 7 milliards de dépenses quand, pour vos déchets, on en dépense deux à trois fois plus. Ça, c'est une première chose. Mais il y a une deuxième chose qui est importante à dire aussi, c'est qu'au niveau de l'organisation du ministère de l'Intérieur, ça ne peut pas aller, en fait. Et c'est assez simple. Je vais vous l'expliquer très simplement. On nous considère comme des soldats du feu, mais qui aujourd'hui est le conseiller principal du ministre de l'Intérieur. C'est le directeur de la sécurité civile, c'est un haut fonctionnaire. Absolument rien contre lui, mais pour le coup, il n'a pas la doctrine opérationnelle des sapeurs-pompiers. Donc, s'il faut déjà lui expliquer comment on traite un feu de forêt pour qu'il prenne des décisions, on n'est pas sorti de l'auberge. Et la directrice des sapeurs-pompiers est... mais aussi une haute fonctionnaire. Donc on a aussi un problème là-dessus. Je vous le redis, ce n'est pas contre les deux personnes qui gèrent la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, mais à un moment donné, il faut que le ministre, il est quand même les bonnes personnes qui lui expliquent comment ça fonctionne. Je voudrais revenir sur ce qu'on a appelé nous le septembre rouge. Rouge pourquoi le feu, et rouge aussi parce que nos camions sont tout rouge. Vous l'avez vu, vous avez des affiches en dessous de nos tables, on a prévu un mouvement du 26 au 29 qui est décomposé en deux événements principaux du 26 au 28. On défend uniquement la sécurité civile, c'est à dire notre maison commune. Mais notre maison commune à nous et à vous, c'est pas la maison des syndicats, c'est pas la maison des pompiers, c'est pas la maison des acteurs de la sécurité civile, c'est votre maison commune que d'autres ont réussi à mettre en place et elle est en train de se casser la figure cette maison. Donc ça, c'est le premier point et ça va se décomposer de cette manière-là. Le 26, on va installer le camp à République, le 27, le dimanche, on va accueillir le public et les élus qui vont nous rencontrer. Le 28, il y aura des manifestations dans Paris et le 29, on retournera manifester avec nos autres collègues fonctionnaires qui vont batailler le pavé pour les conditions de travail, les primes et le reste, la retraite, etc. Donc, ce qu'il faut vraiment passer comme message, c'est que même si les syndicats et nos collègues pompiers sont tous très, très motivés, on ne peut pas y arriver sans la population. Il faut que la population se charge, prenne en charge cette question de la sécurité civile parce que c'est un bien commun. Ça nous appartient à tous et si demain ça tombe, on en souffrira tous. La sécurité civile en France, c'est le couteau suisse de tout le monde. En fait, quand on ne sait plus qui mettre, on met les pompiers. Le problème, c'est qu'on a des effectifs qui sont réduits. Les pompiers volontaires, la journée, ils travaillent. Donc, vous pouvez en mettre autant que vous voulez, il n'y en aura jamais assez. Les gens bossent. Donc, c'est là où les pompiers professionnels sont aussi utiles. Nos collègues le rappelaient, si on demande 21 000 postes ou 20 000 postes, ça sera à 90 % des pompiers volontaires qui auront le concours. Mon collègue l'a rappelé, il y a 3000 pompiers volontaires qui ont le concours, qui n'ont pas de poste. Voyez, on n'aura pas les 20 000 tout de suite, mais les 3000, on peut les avoir du jour au lendemain. Sauf que le problème, c'est qu'on est à l'os. Aujourd'hui, la sécurité civile, c'est 90 % des collectivités territoriales qui le financent, c'est 10 % de l'État. Et si vous voulez qu'on rentre dans le détail sur les 10 % de l'État, il n'y a pas grand chose qui arrive réellement dans les services départementaux, c'est fait pour alimenter les canadiers, la brigade des sapeurs-pompiers, le pack capacitaire pour nos engins, mais pas pour les services départementaux, c'est -à-dire ce qu'on fait tous les jours. Les interventions ont toujours augmenté et par contre, les effectifs sont toujours en baisse. On se sert du volontariat pour faire du dumping social sur les professionnels. C'est -à-dire qu'on nous interdit les heures supplémentaires, on préfère nous payer en pompiers volontaires à 10 euros de l'heure plutôt que de payer les charges salariales là-dessus. L'État, c'est le premier à ne pas faire ce qu'il demande à faire au privé. Ça, c'est la vérité de ce qu'on vit aujourd'hui. Et comme dirait mon collègue, il y en a ras le bol, en fait. Il y en a ras le casque. Il faut que ça change. Il faut que le pouvoir politique prenne de bonnes décisions qu'à un moment donné, ils arrêtent de s

'opposer à nous. Il y a eu un Beauvau de la sécurité pendant deux ans, qui a été certes laborieux parce qu'on change de gouvernement tous les trois jours, mais n'empêche que ce Beauvau de la sécurité, il est sorti en septembre 2025. Nous sommes en septembre 2026. Comment se fait-il qu'on ait toujours aucun texte de prêt ? Et là, a priori, il n'y a même pas les textes de la semaine prochaine qui sont prêts. Enfin, il y a quand même quelque chose qui ne marche plus dans notre système. Donc, voilà ce que j'avais envie de vous dire dans un premier temps.

Merci infiniment. Juste sur la santé, rappelez aussi un combat qu'on a mené ensemble sur les PFAS. C'est Nicolas Thierry, qui est député écologiste de Gironde, notamment, mais qui avait fait la proposition de loi pour interdire les PFAS dans plein d'applications, mais notamment un vrai problème de PFAS dans les tenues des pompiers. Alors, on peut se dire que si ça aide à protéger du feu, c'est tant mieux. Mais c'est vrai que depuis qu'on sait que les PFAS sont dangereux, il y a eu des recherches, des développements pour produire des tenues de pompiers sans PFAS. Et que Canada, notamment, ça coûte cher évidemment, on ne peut pas renouveler tout l'équipement de tous les pompiers en trois semaines, mais au Canada, toutes les nouvelles tenues qui arrivent dans les casernes sont sans PFAS. Et bien en France, vous continuez à recevoir des nouvelles dotations avec des PFAS. Et ça, c'est vraiment ce fiche du monde. Quand on sait que tout le monde sait, qu'on a dit, qu'on sait faire, et juste qu'on ne fait pas. Donc, c'est une autre manière de montrer le mépris parfois que l'État a pour vous. Je vois qu'il y a un petit mot qui va être ajouté avant les questions.

Moi, je vous le dis, on est de la chair à canon, en fait, parce que de l'argent, il y en a. Le choix de ne pas mettre les bonnes tenues, alors qu'on sait aujourd'hui qu'elles nous contaminent, c'est pour moi, ils sont assassins, en fait, aujourd'hui. On en est là, en fait. Mais c'est la même chose quand j'ai un ministre de l'Intérieur qui ose nous dire qu'il nous a dit qu'il n'y avait pas assez de moyens pour les feux de forêt. Mais par contre, comme les opposants de sa politique le critiquent, il est obligé de tricher, de dire que si, on est assez, en fait. Donc, il nous dit dans le même temps qu'il est le patron de la sécurité civile et donc il préfère sa carrière politique et il est capable d'engager des pompiers au casse-pipe. C'est vraiment ce qu'il nous a donné il y a 15 jours. Et ça, ce n'est pas entendable, en fait. C'est irrespectueux. Et je ne vous passe pas sur la gestion, parce que c'est quand même important de parler de l'article de Mediapart, si vous l'avez lu. Lisez la partie sur les canadiens, comment ça s'est passé, en fait. Il y a tout dedans, en fait. La bande sonore, à côté de ça, ce n'est pas grand-chose, en fait. Ce qui est important de comprendre, c'est qu'on était dépassé. Si les citoyens français sont venus aider en Gironde, ce n'est pas parce qu'ils veulent rentrer compiés volontaires, c'est qu'ils ont vu qu'on était complètement à la ramasse, pas de la faute des gens qui interviennent sur le terrain. Parce qu'en fait, entre la préfète qui nous dit il ne faut pas faire ci, il ne faut pas faire ça, il faut remplir les surfaces sur le site du ministère de l'Agriculture, enfin, c'était complètement lunaire, cette histoire-là. Donc, la vérité, elle est là aujourd'hui. On n'a pas su faire ce qu'on aurait dû être capable de faire il y a des années, c'est -à-dire anticiper ce dérèglement climatique. Parce que ce que me disaient mes collègues est complètement exact. Là, on reste focalisés sur les feux de Gironde ou d'ailleurs qui ont été impressionnants. Mais vous verrez les épisodes 7 -Ole, la Méditerranée, elle a 30 degrés. On va se prendre une charge comme pas possible dans le sud de la France. Et puis cet hiver, vous verrez les tempêtes de l'Atlantique arriver et on dira, ah, elle est exceptionnelle. Donc, comme elle est exceptionnelle, ce n'est pas de notre fausse, on n'a pas réussi à faire. Et on va entendre ça encore pendant combien de temps, c'est honteux ce qu'ils

font. Le 21ème siècle, l'exception devient la règle, non ? C'est exactement ça. Et sur les PIFAS, si vous en avez besoin, on a tous les... Parce qu'on avait fait des tests sur les cheveux avec vous, élus écologistes et pompiers et on avait bien vu que vous étiez très imprégnés. Ce qui a un côté très

anglo -sugène de faire ces tests, moi, je sais que j 'habite sur un territoire, du Pas -de -Calais aussi, à côté du Métallé Europe. Quand on a obtenu les dépistages de canyons gratuits pour la population, la population venait pas en faisant... En fait, on préfère pas savoir. Mais donc, ceux qui voulaient savoir ont pas été déçus du voyage. Et c 'est vrai qu 'une fois qu 'on sait, voir que l 'État continue à pas agir, c 'est assez criminel. Vas -y Sandra, puis après, on va prendre les questions des journalistes.

Juste pour rebondir, il y a un jeu qui se joue autour de la question du financement. Alors le financement, on a déjà discuté, c 'est pas l 'alpha et l 'oméga. Mais ça permet de ne pas se retrouver dans des situations où on ne peut pas intervenir. Ça permet aussi de recruter les pompiers professionnels dont on parlait ou de rémunérer correctement les volontaires. Et ce joue un jeu assez dangereux de mon point de vue. Je ne vous engage pas au niveau de l 'inter -syndical. Ce joue un jeu dangereux parce que lors de la conférence de presse de Gironde, du premier ministre accompagné des autres ministres, c 'était pas une conférence de presse sur les pompiers. C 'était pas sur la sécurité civile, c 'était sur les feux. Mais il a parlé deux fois des pompiers. Une première fois pour dire que l 'arrivée des secours avait été trop lente. On était à un cheveu du... C 'est la faute des pompiers. Une deuxième fois pour dire que si on augmentait les moyens, savoir la TSCA, c 'est la taxe qui abonde, les départements qui en même abondent les budgets des 10, pour dire que si on faisait ça, alors ce serait aux Français de payer une augmentation sur leur contrat d 'assurance. Alors que dix minutes avant, il venait d 'expliquer qu 'il allait avoir une discussion très amicale avec les patrons des assurances. Et voyez bien qu 'il y a un problème là -dedans. Parce qu 'en gros, il dit, les pompiers, si vous continuez à demander des moyens, je dirais aux Français que s 'ils n 'arrivent pas à finir les fins de mois, c 'est de votre faute. Or, c 'est faux. C 'est totalement faux. Il a les moyens. Ils ont les moyens en tant que gouvernement. Soit d 'aller chercher d 'autres modalités de financement pour équilibrer les comptes, soit de faire en sorte que les assureurs ne fassent pas payer aux contribuables à leur assurer l 'addition. Et j 'aimerais juste que vous l 'ayez en tête parce que c 'est quelque chose qui va revenir de façon récurrente dès lors qu 'on parlera de financements qui sont pourtant essentiels.

Sur le financement, en fait, les apparts pompiers et l 'inter -syndicale ne demandent pas à ce que ce soit les Français qui paient l 'augmentation des budgets. La TSA, effectivement, on peut penser que si on augmente, parce que c 'est une taxe sur les assurances, in fine, si on augmente les contributions des assurances, comme on sait qu 'elles sont toujours sympathiques avec les gens, elles vont forcément le répercuter sur les gens qui y souscrivent. Le sujet n 'est pas là. Les solutions, elles existent. Ça, c 'est presque la solution de faciliter d 'augmenter ce système qui existe déjà. Mais par contre, on peut quand même s 'interroger sur les grandes entreprises françaises qui polluent, qui ne contribuent pas aujourd 'hui. Quand on voit les derniers rapports du Sénat sur les aides sans contrepartie de 112 milliards aux grandes entreprises, quand on voit les travaux du Sénat ou du Parlement sur Total qui ne payent quasiment pas d 'impôts en France, on peut quand même s 'interroger sur la question. La question n 'est pas l 'impôt. Tout le monde sait qu 'on paye déjà beaucoup d 'impôts. La question est qu 'est -ce qu 'on en fait d 'impôts et où on va le chercher. L 'argent, il existe. L 'État français, on nous parle de la dette, 1000 milliards de dette. OK, d 'accord, félicitations le président, le Mozart de la finance. Mais aujourd 'hui, c 'est une facilité que de dire ça, comme le disait Madame la députée. On ne peut pas trouver quelque chose qui va se répercuter sur les agents. Ce n 'est pas du tout la proposition de l 'inter -syndical. Aujourd 'hui, l 'inter -syndical adresse un constat qui est net. C 'est que la sécurité civile, aujourd 'hui en France, ne fonctionne plus. Et si vous voulez une preuve, il n 'y a qu 'à se comparer. On parle de modèle de sécurité civile, un modèle que personne ne reproduit. En Europe, on est dans les choux, dans toutes les stats. Présentation du premier engin, on est sous la moyenne européenne. Nombre de professionnels par rapport au nombre d 'emplois en Europe, sous la moyenne. Qu 'est -ce qu 'on a encore ? Si, le seul endroit où on est bon, c 'est sur le coup. C 'est sur le coup. Voilà le seul endroit où la France est

bonne. Tout le reste, on fait moins bien et on est moins cher. Est -ce que c 'est ça qu 'on veut ? Aujourd 'hui, la sécurité civile, il faut bien comprendre qu 'au même titre que l 'hôpital, que tous les autres services publics qui participent à la santé et à la sécurité des gens, tout le monde est en souffrance. Et tout le monde, je pense, aujourd 'hui, a la conscience de se dire « on paye déjà beaucoup d 'impôts, le sujet c 'est où va l 'argent ? » Nous, on en veut un peu pour la sécurité civile, dans l 'intérêt

de la population. On nous a toujours appris que gouverner, c 'était prévoir. Aujourd 'hui, on voit qu 'avec le gouvernement qu 'on a, gouverner, c 'est surtout ne pas prévoir. Et je voudrais quand même insister sur un point que mes collègues me disaient tout à l 'heure, c 'est le manque de courage politique qu 'on peut avoir en face de nous. Parce qu 'aujourd 'hui, ils sont incapables de vous dire « on va augmenter les impôts », ils sont juste capables de vous dire « on va passer par les assurances pour imposer une taxe supplémentaire », comme ça, ce n 'est pas l 'État, c 'est les assurances qui payent. Mais en fait, ce n 'est pas ça qu 'on demande à un gouvernement. Ce qu 'on lui demande simplement, c 'est qu 'il ait un devoir régalién de protection de sa population, tout comme le fait d 'avoir des forces de l 'ordre. Les sapeurs -pompiers ont fait partie aussi de ce régalién. Et aujourd 'hui, l 'État ne donne que 900 millions à la sécurité civile. Sur les 7 milliards, c 'est très peu, ce n 'est pas assez. Il faut que chacun prenne sa part. C 'est un financement triptique, collectivité territoriale. Département et commune et État associé. Et aujourd 'hui, on n 'est pas là. Donc de toute façon, ce qu 'il faut que le gouvernement comprenne, le président de la République, même s 'il ne lui reste plus que 9 mois à faire, c 'est qu 'on ne lâchera pas et il va falloir qu 'il lâche de l 'argent. Les 20 000 postes, c 'est un milliard. Ça peut paraître énorme, mais c 'est rien en fait. Sur un budget comme notre État, c 'est rien. C 'est des choix politiques. Qu 'est -ce qu 'on veut faire aujourd 'hui ? On veut faire du saupoudrage, on remet de l 'enduit sur des murs qui craquent et ça se casse la figure tous les quatre matins, où réellement on réforme cette sécurité civile qui n 'a pas été réformée depuis 22 ans, si je ne dis pas de bêtises, ou 23 ans. Donc à un moment donné, il va falloir se poser les bonnes questions. Et si ce gouvernement n 'est pas capable de faire les choses parce qu 'il ne lui reste plus que 9 mois et qu 'il veut surtout que la mer soit calme et qu 'il attend la fin de son règne, on a une élection présidentielle qui arrive. Il y a suffisamment de candidats pour reprendre ce sujet -là et qu 'on en discute sérieusement. Mais on ne va pas rediscuter de ce qu 'il y a à faire. Ça, ça a déjà été fait par les organisations syndicales depuis des mois et des années. Donc à un moment donné, il va falloir que ceux qui se présentent à la présidentielle prennent des responsabilités aujourd 'hui.

Juste, je crois qu 'il y a des questions après. Juste avant qu 'il y ait des questions, en fait, pour bien fermer la revendication. Donc on n 'est pas pour l 'augmentation des impôts, on est pour la redistribution des richesses, faire le constat de ce qui se passe au quotidien dans la sécurité civile. Quelles sont les incidences de cette sollicitation avec ce manque d 'effectifs, avec tout ce qu 'on nous demande de faire en fait. Ce qu 'il faut savoir, c 'est que la journée de garde d 'un certain point de vue professionnel, on est un petit peu comme les militaires du pays. Les militaires ne sont pas là pour faire la guerre. Heureusement, ils sont là pour s 'entraîner et préparer. Si jamais on doit avoir un conflit. Les pompiers, c 'est pareil en fait. Nous ne sommes pas là pour pouvoir, enfin, pour faire des interventions. On n 'attend pas à ce que les gens se blessent ou que les maisons brûlent partout. On est là par contre, le moment où ça doit arriver, il faut qu 'on soit le plus près possible et qu 'on soit le plus efficace possible. Il faut qu 'on soit en nombre, il faut qu 'on soit les plus rapides, il faut qu 'on soit bien disposés partout et qu 'on soit sur un principe d 'égalité pour tous les citoyens. Qu 'on n 'est pas les citoyens des villes et les citoyens des champs. C 'est ce que l 'on porte comme parole. On veut une sécurité civile forte. On veut que les pompiers, quand ils sont appelés, qu 'on soit les plus efficaces, les meilleurs du moment. Ce qu 'il faut savoir, c 'est qu 'aujourd 'hui, quand on est de garde, les pompiers professionnels, nous n 'avons plus le temps de nous préparer à faire nos interventions, ce qu 'on appelle chez nous des manoeuvres, faire des exercices. On fait semblant qu

'il y ait l'intervention pour pouvoir être bon et pour pouvoir avoir les bons réflexes au bon moment. Quand on est sur l'urgence, on ne doit pas réfléchir si on doit mettre la main à droite ou la main à gauche, c'est du réflexe. On réagit comme des robots. Et ça, on n'a plus le temps de s'entraîner à ça. On n'a plus le temps de se préparer aux interventions. Donc, ça fait porter un risque à la fois pour les populations, mais également pour les interventions. Et nous n'avons même plus le temps de maintenir nos capacités physiques pendant nos heures de garde. Parce que nous sommes tout le temps en intervention. On pâlit à toutes les défaillances du service public français. On est là sur la réponse hospitalière, qui est absente malheureusement par manque de moyens, parce qu'il y a des fermetures d'urgence. Quand il y a un hôpital qui ferme ses urgences, ça peut augmenter de 30, voire une heure, le délai d'intervention des sapeurs-pompiers qui avaient l'habitude de se transporter sur cet hôpital-là. On a les problèmes d'effectifs de forces de sécurité intérieures, les policiers de gendarmerie qui sont sous-dimensionnés. Donc, du coup, quand il y a une intervention de trouble à l'ordre public, c'est les pompiers qui interviennent pour faire livraison à public. C'est là où on se fait principalement violenter, agresser. En fait, on nous expose à tout ça, tous ces risques psychologiques. Ce n'est pas pris en compte par nos employeurs, ce n'est pas pris en compte par les difficultés de nos conditions de mission. Et en fait, quand on en parle avec pudeur, on ne fait pas de la pleurniche, en fait. On vient expliquer que le métier est de plus en plus difficile. Il y a une perte de sens du métier. On perd des vocations. On a de moins en moins de gens qui sont intéressés pour faire ce métier là, avec la considération que nous avons. Et donc, on est sur un moment grave. Il faut vraiment que le pouvoir politique en prenne conscience. Nous, on le vit de l'intérieur. On s'en rend compte. Moi, ça fait plus de 20 ans que je suis engagé syndicalement. Ça fait pratiquement 20 ans que je suis engagé nationalement au niveau syndical. Ça fait 20 ans que je répète la même chose à tous les ministres successifs, tous. À tous les directeurs généraux, c'est ce qu'on leur a dit. Toujours la même chose. On a l'impression de parler à un mur que personne veut comprendre. On tourne en rond. On est dans le déni. On a l'impression qu'il se passe la balle en disant bon, on va essayer que ce mandat se passe et ça tombera sur le prochain. Franchement, je crois que là, aujourd'hui, on est arrivé sur une situation très critique de la sécurité civile. On n'a rien à y gagner. Nous qui sommes ici, on est fonctionnaire. Ça ne changera rien. On ne vient pas demander des primes. On ne vient pas demander du salaire. Demain, si vous recrutez un pompier de plus dans ma caserne, ce n'est pas pour autant que je vais travailler moins. On n'est pas à la construction ou à l'emballage de colis chez les pompiers. Nous, on est là pour répondre à une sollicitation. Si aujourd'hui, on vient demander de l'emploi, c'est parce qu'on n'est pas assez pour répondre à la sollicitation de nos concitoyens. Et ça, c'est important que tout le monde le comprenne. On ne vient pas demander de l'emploi pour travailler moins ou pour gagner plus. On est là pour nous tous, pour tous les citoyens, parce qu'on a tous des biens à préserver, à protéger. Et c'est les pompiers qui le font.

On m'avait d'ailleurs dit que avec les fermetures de maternité dans beaucoup de départements, vous faisiez de plus en plus d'accouchements. Et c'est pour ça aussi que vous invitez. Car ça peut être à tout moment. À côté de vous, peut-être on va passer aux questions. Si ça vous va, ça permettra de réinjecter des événements dans le débat. Mais juste pour dire que vous avez été partiellement entendu, alors par nous, totalement entendu. Mais quand vous dites, il faut que le débat présidentiel aussi prenne en charge ce sujet-là, vous savez que je peux être non naturel, très pénible quand j'ai décidé. Et donc, il ne nous a pas échappé qu'on a eu un premier débat présidentiel hier au MEDEF et que j'ai été la première à faire la remarque sur le fait qu'il y a beaucoup de chaînes et beaucoup de structures qui avaient essayé d'organiser des débats pour la présidentielle. Qu'à chaque fois, nous nous répondons présent. Puis on finit par nous dire, tous les candidats n'étaient pas dispos, ne voulaient pas venir, donc on ne peut pas le faire. Donc moi, chaque fois, j'appelle Manuel Mouton, j'appelle Olivier Faure, j'appelle Fabien Roussel, ils me disent tous, nous on avait dit oui. Donc je comprends qu'il y a un camp politique qui n'a pas trop envie de débattre, pas trop envie de se laisser imposer un terrain de jeu. Par contre, quand c'est MEDEF qui invite, je remarque

qu'ils viennent tous. Et nous, nous étions là aussi, parce qu'on refusera jamais une occasion de débattre. Et donc, si c'est débattre de l'économie au MEDEF, ce n'est pas un terrain spécialement favorable pour la gauche. Mais nous y allons avec plaisir, nous avançons nos idées, nous débattons, on est au rendez-vous. Et j'y suis allée, mais en rappelant qu'après l'été que nous avons passé, il me paraît logique qu'on ait dès la rentrée un débat sur ce qu'on vient de se dire. C'est à la fois l'augmentation des risques liés au changement climatique et la culture de ce risque, la prévention de ces risques et les moyens dédiés à ces risques. Et on a reçu, il y a deux heures, Colin, juste avant que ça commence, un message de BFM qui, ça y est, invite tous les candidats à la présidentielle pour parler de ce sujet le 9 ou le 10 septembre, selon leur disponibilité. Et nous avons immédiatement dit que si tout va bien, je serai disponible et qu'on attendait les autres avec impatience. Et si on peut avoir une soirée dédiée à ça, c'est intéressant parce que ça force chacun à se positionner. Et moi, ma crainte, parce que parfois on dit ça y est, avec les incendies, plus personne n'oubliera. Vous plaisantez ou quoi ? On a eu des incendies en 2022, on a eu des inondations à Saint-Omer, moi ma soeur habite là-bas, on y a passé beaucoup de temps. C'était terrible. Et on l'a vu, moi je suis allée à Valence en Espagne, six mois après les inondations qui ont fait des dizaines, et c'était deux à trois cents morts, les gens étaient encore traumatisés, mais ils étaient en train de reconstruire au même endroit et encore plus grand, comme à Los Angeles ils ont reconstruit, au même endroit et encore plus grand, comme pour conjurer le sort et pour dire on est puissant, on se laisse pas abattre, sauf qu'en fait, on reproduit les mêmes erreurs. Donc moi ma crainte, c'est qu'à la rentrée, le syndrome de l'autruche aidant, parce que ces risques sont trop violents pour que le cerveau humain puisse encaisser tout. Donc il y a forcément une part de déni, ce que les neuroscientifiques appellent le syndrome de l'autruche, qui n'est pas une question d'intelligence, qui est une question de mécanisme psychologique de protection. Les gens auront envie, une actualité chasse en l'autre à la rentrée, de parler d'autre chose. Eh bien nous on doit revendiquer, de maintenir le sujet sur la table, parce que sinon une actualité chasse en l'autre, on partira très très vite sur d'autres sujets qui sont bien moins vitaux pour les Français. Et l'été prochain, on se retrouvera dans le même état d'impréparation. Donc ce débat doit pour moi servir à ça et j'espère qu'il se tiendra. Donc je suis disponible, et si il ne se tient pas, c'est pas parce que nous on se sera défilé, ce sera plutôt les autres. Dernière interview, après on prend les questions.

Après, j'arrête juste pour vous dire, rappelez-vous 2015. Tout le monde applaudit les forces de l'ordre. Tout le monde les a oubliés. Rappelez-vous la Covid. Tout le monde applaudit le personnel de santé. Tout le monde les a oubliés. Et puis, pour BFM TV, c'est bien qu'ils invitent les politiques qui se présentent à présidentielle. Et ça serait bien aussi qu'il y ait des acteurs de la sécurité civile. Comme

hier où c'était des acteurs qui posaient les questions.

En fait, quand ils disent des bêtises, il faut quand même qu'on puisse les reprendre. Avec grand plaisir. Et franchement, on aura un grand, grand, grand plaisir à remettre tout le monde au milieu de la carrière.

Donc, Colline, tu transmets évidemment à BFM TV. Colline s'occupe de la presse aussi. Elle sera ravie de transmettre le message. Est-ce que vous avez des questions

? Bonjour, Laurence Perron pour France Inter. À écouter les déclarations du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur tel que Mediapart justement les a relayés. Est-ce que vous ne craignez pas que votre mouvement soit juste un mouvement de témoignage ? Parce qu'en réalité, le budget est en train de se faire et ils n'ont pas a priori décidé d'ouvrir un peu les vannes. Alors est-ce que l'idée, c'est vraiment de faire monter une colère énorme ? Oui, mais il faut qu'elle soit énorme. C'est

-à -dire que si jamais il y a juste des camions de pompiers et que la population s'en empare pas, quand même peu de chance que... Voilà, non mais quitte à faire des actions un peu spectaculaires. Oui,

je vais commencer, tu prendras la suite si tu veux.

Prenons toutes les questions que vous pouvez répondre en même temps sur tous.

Bonjour, Anton de Maignan pour l'AFP. J'entendais un représentant qui appelait les candidats à la présidentielle à prendre leurs responsabilités. Marine Tondulé, comment vous prendrez vos responsabilités ? Vous avez parlé du débat de garder le sujet sur la table, mais concrètement, c'est quoi vos marges de manoeuvre ? C'est quoi vos propositions sur ce sujet ?

Est-ce qu'il y a d'autres questions comme ça ? On prend toutes les questions et on peut faire un tour où chacun répond à ce qu'il souhaite. C'est bon ? Allez, réponse.

Alors, sur la question, sur l'espoir, je vais le tourner plutôt comme ça. Sur l'espoir, donc vous comprenez bien que... Vous imaginez bien que l'intégralité des sapeurs -pompiers qui ont vu ou entendu les déclarations du ministre cet été, il n'y a aucun sapeur -pompier qui ne savait pas... Enfin, qui avait un doute sur le fait qu'il mente. Voilà, les gens qui le vivent, les gens qui sont à l'extérieur, toutes sapeurs -pompiers savaient qu'il mentait. L'autre sujet, donc, c'est... Comme vous l'avez pu le voir, il y a eu une grande action citoyenne, justement, qui ont beaucoup aidé les pompiers, parce qu'il faut quand même se le redire. Aujourd'hui, les sapeurs -pompiers, enfin, sur les feux en giron notamment, ils n'avaient pas d'endroit pour dormir, il n'y avait pas de limite de temps de travail. La limite d'avènement exceptionnel, en tout cas, feu. Feu, le plus gros feu qu'il y a eu dans l'histoire, en France, le plus gros feu de végétation. On peut comprendre qu'il y a des circonstances exceptionnelles. Nous, on n'est pas là pour dire, oui, les sapeurs -pompiers, il faut qu'on arrête de bosser au bout de 8 heures, quoi qu'il arrive. Maintenant, on peut se dire que s'il y avait plus de monde, on pourrait mieux intervenir et peut-être mieux faire tourner, moins mettre les gens en danger. Par contre, voilà, au niveau du citoyen, vous voyez bien, les agriculteurs sont venus d'eux-mêmes, malgré les bâtons dans les roues que le gouvernement a pu leur mettre, en tout cas, leurs représentants. Les gens sont venus nourrir spontanément les sapeurs -pompiers, leur permettre de se reposer en leur donnant des endroits pour dormir. Il faut quand même le dire, parce qu'on dit politique, politique, politique, mais les maires, les politiques locales, en tout cas, se sont mis en branle pour pouvoir assurer ce que l'État aurait dû faire et qu'il n'est pas en capacité de faire par manque d'anticipation. Là où je vais revenir en vous disant ça, c'est qu'évidemment, le 29, on part du principe que nous, ça va cristalliser les colères. Parce que quand on parle des sapeurs -pompiers, quand on parle de la forêt, en fait, derrière les sapeurs -pompiers, le sujet est beaucoup plus vaste. Les sapeurs -pompiers, c'est une partie de la sécurité civile. La sécurité civile, le nom est tout fait. C'est qu'on a vu les forêts partir, les gens qui habitent sur place, il y a des gens qui ont perdu leur maison, on l'a vu au Porges notamment, mais il n'y a pas que eux. Les gens ont perdu leur maison, ils ont perdu leur histoire familiale, ils ont perdu des souvenirs, ils ont perdu beaucoup plus qu'on peut imaginer. Les animaux, ça a été un drame absolu. Enfin, bref, tout ça pour vous dire qu'en fait, normalement, chaque Français devrait se sentir concerné. Et nous, derrière notre action, évidemment, on a nos revendications propres aux sapeurs -pompiers. Évidemment qu'on est là pour signaler. Mais comme l'a dit tout à l'heure Xavier, c'est chaque Français doit se sentir concerné par ça. Parce que le manque d'anticipation sur les feux, le manque de préparation des surfaces boisées. En fait, ces feux démarrent parce qu'il y a tout un effet domino de choses qui n'ont pas été faites en temps et en heure, qui donnent ces phénomènes. Et on peut même aller encore tirer le fil un peu plus loin sur le fait pourquoi en France il y a un réchauffement climatique. Enfin, dans le monde d'ailleurs,

pourquoi on peut parler du réchauffement climatique, on peut parler de toutes ces choses -là. Donc en fait, derrière, c'est cette revendication des sapeurs -pompiers qui s'inscrit, comme ça a été dit tout à l'heure, c'est du 26 au 29. Le 29, c'est la manifestation s'inscrit aussi dans un mouvement de la fonction publique. Mais plus globalement, en fait, je vais vous le dire, et on le voit bien sur les réseaux sociaux, la population, il y a beaucoup de gens qui commencent à essayer de constituer des choses pour essayer de partir et de partir de ce point -là pour essayer de régler cette problématique parce qu'on ne peut pas se laisser aller là -dedans. Donc on a beaucoup d'espoir. On a beaucoup d'espoir de les contraindre à faire ça. Et puis, bon, il vous a pas échappé qu'il y ait une élection présidentielle. L'objectif, c'est de mettre la pression et de mettre les sujets primordiaux, primordiaux, pardon, oui, au cœur du débat, au cœur du débat, pas se laisser parasiter par du fait divers ou autre. Là, on a quelque chose de concret qui concerne la vie de chaque Français, potentiellement, parce que les événements climatiques, comme l'a dit mon collègue, les tempêtes et autres.

Évidemment, ce qui s'est passé dans le plus grand monde, on est sur des zones cv zo, il y a des endroits où on recharge des têtes conquêtes, est-ce qu'elles étaient là, est-ce qu'elles étaient pas là ? Ils doivent émettre un chandail aussi.

Ce que je peux répondre sur la fragilité du mouvement, en fait, nous, ce que l'on souhaite, c'est qu'ils comprennent bien, en fait, ceux qui sont au pouvoir des décisions, qui comprennent bien que ce que l'on vit aujourd'hui, on est à un point de le dénoncer, en fait, on est les conseillers techniques de ce que l'on vit, ce que les citoyens français vivent et ce que nous, on vit à travers nos interventions, qui comprennent bien que nous, on n'est pas dans la fiction, que le moment est grave. Aujourd'hui, nous n'avons plus les moyens de faire face. Il faut vraiment bien le comprendre, on n'a plus les moyens de faire face aux demandes de secours. C'est -à-dire que je l'avais dit à la conférence de presse, le 11 août, il y a le jeu de la roulette russe. En fait, le matin, vous pouvez faire un malaise à 9 heures. S'il y a une personne qui a fait un malaise à 8h59 avant vous, vous passerez après et après, ça peut être 25, 30, 40 minutes. Et c'est pareil pour un feu, en fait. Si vous êtes coincé au quatrième étage avec votre enfant dans la chambre pour un feu, mais si vous n'êtes pas au bon moment, vous n'aurez pas de secours. Voilà la réalité, en fait. Donc nous, aujourd'hui, on ne craint pas que le mouvement fasse un flop, en fait. Parce que le but, c'est qu'on ne fait pas... Ce n'est pas du spectacle. On ne fait pas un mouvement pour après compter le nombre d'entrées, pour savoir si on a été populaire ou pas. Aujourd'hui, le mouvement, c'est qu'on est arrivé au maximum de ce qu'on a pu faire avec nos dirigeants, à essayer de leur expliquer en faisant de la pédagogie. Nous ne sommes pas entendus, nous ne sommes pas crus. On nous fait passer pour des gens de la fiction. On est sur une autre planète, alors qu'en fait, nous, le quotidien, la sécurité civile ne fonctionne plus. Et en fait, on prend la parole aujourd'hui. On profite de ce que vous nous accordez comme temps et comme couverture médiatique pour pouvoir bien dire aux Français. La résilience, c'est... Il faut qu'on s'aide tous pour passer le mur, la difficulté. Et ce n'est pas la résilience que l'État vend, en fait, ou apprenez -vous à vous sauver tout seul, parce qu'un jour, on ne sera plus là pour le faire pour vous. Voilà. Donc on n'a pas de crainte. La crainte, c'est qu'on ne soit pas entendus par nos dirigeants. La population, ils vivent comme nous, ce que nous vivons au quotidien.

Et en complément, pour rebondir sur ce que disait Xavier, vous savez, quand ça a brûlé l'Andiras -Landiras 2, Gujan, en 2022, la référence était 1949. En 2026, quand ça brûle, la référence est 2022. C'était hier. Donc aujourd'hui, on alerte. On a une caisse de résonance avec l'amplification des feux et la violence des feux avec ce qui s'est passé pendant un mois et demi, factorisé par les épisodes caniculaires. Bon, sauf que la situation, elle va de toute manière se renouveler. On le sait, la forêt des Landes de Gascogne, c'est un million d'hectares. Il y a le Jura, il y a les Vosges, il y a le Nord du pays, il y a Fontainebleau. Donc aujourd'hui, nous, on est à l'aise. On tire la sonnette d'alarme. On alerte l'opinion publique. Xavier l'a dit et Peter l'a dit, les agriculteurs sont venus en soutien parce

que c'est quand même extraordinaire. Quelle profession aujourd'hui, dans le cadre de ces missions normales, se fait appuyer par un autre métier qui n'a absolument rien à voir ? C'est lunaire. Bon, donc nous, on est assez à l'aise avec le sujet. On est de toute manière au front. On y sera demain et on y sera dans un an, dans deux ans, dans trois ans. Les crises, elles vont se renouveler. Elles sont de toute manière beaucoup plus violentes. Donc, à un moment donné, il va bien falloir s'arrêter, se poser des questions sur la préparation, l'anticipation et les moyens. On le sait. Donc, si l'opinion publique, d'ores et des gens, en 2026, réagit et fait ce qu'il faut pour que ça change, tant mieux. Sinon, on se revoit au même endroit dans six mois, un an. Et on vous dira, la référence était 2026. On a brûlé le double par rapport à 2022. cette année, peut-être que dans deux ans, on brûlera le double, voire peut-être plus, avec d'autres catastrophes. Et on voit bien que la population réagit, la population du Porges avant-hier a réagi. Quand le Premier ministre est venu au Porges et qu'il a fait ce qu'il a fait, avec beaucoup de mépris pour la population de la Gironde et du Porges, les gens ne sont pas dupes. Aujourd'hui, tout le monde voit, tout le monde lit, tout le monde regarde et tout le monde s'informe. Donc aujourd'hui, la balle est dans le camp, effectivement, de l'opinion publique, qui, effectivement, si elle comprend que nous sommes là pour alerter sur quelque chose qui concerne tous les citoyens de ce pays. Et je veux vous dire une chose, on parle de la métropole, mais actuellement, on se pose la question pour la Réunion et Mayotte, puisque là, ils vont arriver en risque sévère, feu de forêt, ces territoires-là. Là, on y est. On a déjà commencé à alerter en disant attention, les moyens qu'on prépositionne sont pas suffisants. Il va y avoir des catastrophes à la Réunion et à Mayotte sur la question des feux d'espace naturel, d'accord, avec la particularité pour Mayotte d'avoir une population en particulière difficulté, qui se trouve dans des zones particulièrement exposées aux feux et qui va être, effectivement, dans les bidonvilles, particulièrement exposées à la situation. On le sait déjà et on commence déjà à tirer la sonnette d'alarme sur ces éléments, sur ces territoires. Ce qui est valable pour la France, c'est effectivement valable aussi pour les départements ultramarins. Et si on doit malheureusement se retrouver dans deux ans pour réalerter, on se dira, il y a deux ans, on nous a posé la question et malheureusement, ça a pas suivi. Ce qu'il

faut comprendre, en fait, c'est qu'on n'a pas le choix de réussir. La vérité, elle est là aujourd'hui. C'est que si aujourd'hui, on ne réussit pas à mobiliser la population et les acteurs de la sécurité civile, parce que nos dirigeants, c'est assez simple, ils ont des bouchons d'oreille. Nous, on a très bien compris, ça fait des mois qu'on discute avec eux. Il n'y a rien qui change. On n'y arrivera pas. Ce n'est pas le septembre rouge qui fera changer. Ce qui peut faire changer le gouvernement, c'est la population, uniquement la population. On a déjà perdu 20 ans entre 2003 et aujourd'hui. On a dépensé des milliers. Là, on va dépenser des milliards. C'est de l'argent qu'on n'a pas dans la sécurité civile. Je ne vous dis pas que si on avait plus de moyens, il n'y aurait pas. Mais la culture française, elle était regardée dans le monde entier. On venait nous voir pour savoir comment on traitait les feux de forêt. Parce que je vais prendre un terme très basique. On lui pétait la gueule dès le départ au feu. Aujourd'hui, on n'a plus le moyen de le faire. Regardez ce qui s'est passé en Gironde. Regardez bien ce qui s'est passé en Gironde. Et la chance qu'on a eue cette année, c'est qu'on n'a pas de civils décédés. Il n'y a que des sapeurs-pompiers. Excusez-moi pour le que. Il n'est pas péjoratif. C'est juste pour montrer l'intérêt que l'État a pour ces soldats du feu. Mais demain, ça va être quoi ? Des civils. Et là, on va se dire qu'il faut vraiment qu'on fasse quelque chose. Donc, on l'a encore perdu du temps. Ou des mégafeux. On n'arrivera pas à traiter tout ça. On s'est fait rouler dans la farine par le président de la République. Comme tous. Mais en 2022, il nous annonce 250 millions pour refaire tous les canadiers plus quatre. Là, il y en a deux de commandé. On ne sait même pas si c'est vrai. Et dans tous les cas, s'ils arrivent, c'est en 2032 après le prochain ou la prochaine présidente. C'est complètement scandaleux en fait. Quand ils veulent mettre de l'argent quelque part, ils y arrivent. Donc, ils jouent sur le fait qu'on a ça dans le sang. Et on y va. Et on n'a pas peur de perdre contre l'État parce qu'on va gagner à un moment

donné. Et devant un feu de forêt, on ne baisse pas les bras. Donc, pourquoi est-ce qu'on baisserait les bras devant un président de la République, un premier ministre ou un ministre de l'Intérieur, qui de toute façon, dans neuf mois, seront partis ? Comprenez bien que ce qu'on fait là, ce n'est pas pour nous. On se bat pour les générations présentes et aussi pour les générations futures. Sinon, ce n'est plus la France qu'on aime tous, en fait. Et ça, ce n'est pas entendable. Et nous, on n'a pas signé pour ça. On n'a pas signé pour vivre ce qu'on vit aujourd'hui. Moi, je vais vous le dire, je suis encore opérateur en CETA CODIS. Vous savez, là où on reçoit les 18, on passe nos journées à tricoter ou à faire du bricolage parce qu'on n'a personne à mettre dans les camions. On fait partir des ambulances à un, à deux qu'on complète par Pierre -Paul -Jacques, qui met 15 -20 minutes de plus à venir. La vérité est là. Ils ont tout décrit tout à l'heure. C'est ça, notre quotidien. Alors, quand on est à Paris, on peut se dire, nous, que l'on a payé le pompier, clac, là, si ça brûle ici, cinq engins d'incendie en très peu de temps. Je peux vous dire que moi, dans Lyon, si j'ai le conseil départemental qui brûle, encore, il y aura de la chance parce que là, on va mettre beaucoup de moyens, mais ça mettra beaucoup plus de temps. Il y a quand même une notion qu'on n'a pas parlé, mais je vais laisser Madame la députée en parler parce que il y a quelque chose qui est important, c'est les apports pompiers quand ils interviennent. Est-ce que quelqu'un réfléchit sur le fait que leur action permet de faire des économies aux assurances, la valeur du sauvet. Et je vous laisse en parler, Madame la députée.

C'est parce que je me fais souffler depuis tout à l'heure. Il faut que je remonte. Non, il y a eu des missions d'information pour évaluer ce que c'est la valeur du sauvet. Mais il y a aussi la nécessité d'avoir un code, une grille de lecture pour savoir ce qu'on arrive à sauver. Et c'est pour ça que je disais tout à l'heure que quand le Premier ministre dit que vous allez coûter cher si on augmente les budgets de la sécurité civile, c'est injuste parce qu'en fait, vous sauvez des vies, vous sauvez des lieux, des maisons, vous sauvez aussi l'économie. Il y avait des évaluations qui circulaient en 2023, donc suite au feu de 2022, qui est simé à 4 à 5 milliards d'euros perdues sur l'économie locale du fait du feu de l'époque de Gironde. C'était 15 millions d'euros de surcoût pour le ziz de Gironde. On est, vous l'avez dit, à plus du double. On peut se dire qu'il y a un problème, que si on avait eu des moyens, c'est à dire si les pièces détachées avaient été disponibles pour les canadiennes, s'ils avaient pu intervenir en Noria, s'ils avaient pu être à la fois en Corse, dans l'est du pays et dans l'ouest, peut-être que le feu n'aurait pas pris une telle ampleur. Alors, on ne peut pas dire qu'on sait que on aurait pu l'éviter. C'est toujours faux et ce serait présentieux. Mais on peut quand même se poser la question de si les choses avaient été faites correctement. Et en fait, on récolte une situation qui est catastrophique. Je vais juste dépolitiser un peu les choses. Ce n'est pas juste ce gouvernement là, ce n'est pas juste le précédent, ce n'est pas juste celui d'avant. Ça fait 30 ans, 40 ans que la question de l'urgence à laquelle la sécurité civile doit faire face n'est pas prise en compte. Et là, aujourd'hui, ce gouvernement, il aurait pu dire on hérite d'une situation catastrophique. On va essayer de trouver avec vous, sécurité civile, les moyens de dire et pour moi, ce n'est pas l'option qu'il a pris. Ils ont préféré choisir l'option du mensonge, du déni. Se reposant sur une chose, ils se disent qu'il y a 48000 sapeurs -pompiers professionnels. Si on prend tout le monde, ça fait quoi? 200 000 sapeurs -pompiers, 260 000. Ça ne pèse pas lourd électoralement, en fait. Ça ne fait pas la bascule sur une élection. Ce n'est pas un risque important de dire que les pompiers vont se fâcher. Et c'est quoi le message derrière? Je rebondis sur votre question, Laurence, mais en fait, c'est quoi le message? C'est si vous cassez tout, on vous écoute et si vous discutez, on n'écoute pas. C'est pas, c'est pas, c'est pas entendable tout à fait. C'est pas démocratique et surtout, c'est irrespectueux de poser les choses comme ça, parce que c'était ça qui avait derrière votre question, parce qu'on est malheureusement habitué à ça et ça ne peut pas être ça. C'est historique l'inter -syndical, huit, neuf syndicats qui travaillent ensemble depuis plusieurs semaines, mois, semaines. Bon, ben, habituellement, les inter -syndicals dans les mouvements sociaux, elles durent quelques heures ou quelques jours. On sait que c'est compliqué. À trois mois

des élections professionnelles, par ailleurs, c'est compliqué. Donc, en fait, il y a une volonté que ça se passe bien de la part des pompiers. Il y a tout qui est fait pour que ça se passe bien.

La réponse du gouvernement, c'est quand même un mur. Et après la rencontre avec le ministre de l'Intérieur, qui s'est très mal passé, nous, les éléments de langage qu'on a eus, les journalistes, c'est de toute façon, c'est parce qu'ils sont en élections professionnelles.

Si vous me permettez.

C'est pour ça que quand même, quand je dis est-ce que ça va aboutir à quelque chose et il faut que la pression soit forte, je pense que, pour le moment, les oreilles de l'exécutif ne sont pas ouvertes.

Il va falloir qu'il les ouvre. Alors, en élections professionnelles, très simple, parce qu'on veut faire le focus là-dessus. Alors, la réunion, on ne sait pas qu'elle s'est mal passée. Elle a été très cordiale. Le ministre nous a écouté, comme d'habitude, en fait. Donc, la réunion s'est bien passée. Il y a eu de l'échange. C'est juste que le gouvernement, le ministre de l'Intérieur, comme d'habitude, pas au rendez-vous, pas au rendez-vous, parce qu'en fait, le ministre de l'Intérieur a découvert la sécurité civile. Je pense peut-être 45 minutes avant qu'on arrive. Quel était le problème ? Parce qu'ils croyaient qu'on allait parler des canadiens, alors qu'on ne voulait pas en parler des canadiens. Les canadiens, ça nous dépasse. On ne peut pas les fabriquer. Ce n'est pas un sujet. Aujourd'hui, parler de quelque chose qu'on pourra avoir dans x années, ce n'est pas intéressant. On veut parler du moment. On veut parler de ce qui va se produire là cet automne avec les tempêtes. On a eu déjà une tornade à Pommas. Enfin, nous, on est dans l'action. Les pompiers, quand on nous appelle, c'est pour réagir tout de suite. On ne va pas dire vous nous appelez pour une intervention. On va dire, attendez, on n'avait pas prévu de venir aujourd'hui. On viendra peut-être demain. Non, ce n'est pas comme ça que ça marche. Nous, c'est tout de suite. Donc, comme d'habitude, le ministère de l'Intérieur, pas au rendez-vous. Le ministre, pas au rendez-vous. Aucune réponse concrète. On nous dit que le projet de loi, ça sera le 8 septembre. Nous, on lui dit attention, il y a une grosse colère. Je pense qu'ils ont tout intérêt à écouter la colère, parce qu'aujourd'hui, on essaie de faire prendre conscience à tous les citoyens français qu'ils sont concernés parce que nous ne pourrions pas venir distribuer les secours. C'est vraiment ça l'important. c'est qu'on ne pourra pas sauver tout le monde parce que nous n'anticipons pas les crises, nous n'anticipons pas les moyens nécessaires. On regarde toujours ailleurs. Quand le président Chirac avait dit notre maison brûle, on regarde ailleurs. En fait, aujourd'hui, c'est un citoyen fait un malaise, on regarde ailleurs. En fait, on en est là aujourd'hui. Et après, les élections professionnelles, enfin encore une fois, pour parler juste de ça dans une petite parenthèse, ça serait vraiment... On est très mauvais en stratégie, parce que si on s'unit, les organisations syndicales, pour dire qu'il y a un gros problème et que si c'était pour gagner les élections professionnelles, excusez-moi, mais c'est pas comme ça qu'on fait pour gagner les élections professionnelles, les élections professionnelles, on se divise et on fait en sorte de se démarquer par rapport aux autres pour faire comprendre à nos électeurs, à nos collègues adhérents et sympathisants que nous sommes les meilleurs, donc qu'il faut voter pour nous. Si j'avais envie... Mais oui, c'est l'inverse, ils comprennent rien. Alors, ils sont très mauvais dans les élections, c'est peut-être parce qu'ils sont pas élus, ils en étaient peut-être nommés, c'est peut-être comme ça que ça fonctionne. Nous, nous sommes élus et nous sommes souvent beaucoup plus élus que n'importe quel élu du territoire, même de certains maires quand ils sont seuls à se présenter. On arrive à des suffrages des taux de participation dans la filière cyberpompiers qui ferait plaisir à tout homme politique de ce pays. Donc nous, les élections professionnelles, si vraiment on avait une stratégie pour jouer ces élections professionnelles, moi, en tant que fédération autonome, nous sommes la première force syndicale, je ferais en sorte de ne pas m'allier avec mes collègues et de montrer que nous sommes toujours les premiers. Et au contraire, on est sur un front commun parce que là, on

vient défendre un bien public. C'est votre sécurité, votre protection, la protection de vos biens, de vos enfants, de vos animaux, de la culture française, du pays, en fait. On est là pour ça. On est sûr de la sécurité civile, sur la protection civile. Il faut vraiment... L'instant est grave, vraiment. On a aucun intérêt aujourd'hui à faire ce que l'on fait, ni pour les élections professionnelles, ni pour rien, ni pour le salaire. Dans nos revendications, ce n'est pas du salaire qu'on veut. On veut que, chaque fois, quelqu'un qui fait le 18, il puisse avoir l'engagement des moyens approprié à sa situation.

Nous, on aimerait... On voit beaucoup de parrages entre ce que vous venez de dire et notre camp politique pour la présidentielle. Et on va continuer à se battre pour l'écologie et pour l'union, mais je voulais laisser d'abord les représentants de l'Internet syndical parler, mais je ne voudrais pas que vous ayez l'impression que je ne vais pas répondre à votre question. Donc, premièrement, le 27 juillet 2026, on a tenu ici, Sandra a été là en visio, une conférence de presse pour présenter nos propositions face aux incendies. On a été la seule force politique à le faire cet été, tout comme nous avons été les seuls au mois de juin à présenter un grand plan fraîcheur, un plan d'adaptation pour notre pays. Et je vais commencer par le financier, parce que souvent, on dit combien ça va coûter. Donc maintenant, je commence par ça. Comme ça, j'ai toute l'attention quand je mets mes propositions, car vous savez qu'elles sont financées. Il se trouve que j'entends beaucoup déjà, oui, l'écologie, en fait, d'accord, mais c'est trop cher. C'est pour ça qu'on a baissé le fond vert, c'est pour ça qu'on a baissé ma prime rénoce, c'est pour ça qu'on a annulé les commandes de Canada, c'est pour ça qu'on a annulé la base à Mont-de-Marsan. Et c'est pour ça qu'on n'en fait pas. On n'a pas les moyens, vous voyez bien, le niveau de déficit public. Premièrement, on veut dire que le déficit public, c'est 150 milliards par an. C'est beaucoup. Il n'y a pas de problème. Là-dessus, on est d'accord. Le nombre de recettes, le montant des recettes fiscales auxquelles l'État a renoncé par an, parce qu'ils ont fait beaucoup de baisses fiscales, en particulier pour les plus riches, c'est 62 milliards par an. La Cour des comptes dit, dans le mandat Macron, il y a 62 milliards par an de recettes en moins. Sur un déficit de 150 milliards, c'est la moitié. C'est énorme en proportion. Je pose quand même ça là. Quand tu dis je manque d'argent pour faire, ne baisse pas tes recettes fiscales, elle t'en aura plus. Ensuite, l'écologie, oui, ça a un coût, comme toute politique publique, mais l'écologie, ça n'a pas de prix. Ou alors, fait m'expliquer quel est le prix d'une maison réduite en cendres, d'une forêt qui a brûlé, le coût de la santé de nos pompiers, le coût d'une vie. Et alors, on rentre dans d'autres considérations. Mais le prix d'une journée où on ne peut pas aller dehors parce qu'on a trop chaud, le prix d'une journée de travail perdu parce qu'on ne pouvait pas monter sur un toit comme ça l'ait du BTP, tout ça aussi a un coût. Et on sait que le coût de l'inaction, c'est cinq fois plus que le coût de l'action. J'ai dit hier au MEDEF, je ne dirais pas pareil devant des syndicats, je l'ai dit parce que c'était le MEDEF, mais une journée de canicule en coût pour la société, c'est le coût d'une demi-journée de grève. Alors quand c'est grève, il ne faut pas faire grève, ça coûte trop cher. Par contre, la canicule, c'est OK, ça, ils peuvent encaisser. Adrien Bilal, prix du jeune économiste de 2026 dit 1 degré de réchauffement climatique au niveau mondial, 12 % de PIB mondial en moins. C'est vraiment, c'est des chiffres qui sont sur la table. Donc l'écologie, oui, ça a un coût, mais ça n'a pas de prix. Et il se trouve que comme ça a un coût et que ça n'a pas de prix, on a quand même trouvé des moyens de financer cette dépense. Parce que la pyramide des âges est en scaler. D'ici 2040, il y a 9 000 milliards d'euros de flux successoraux d'héritage qui vont passer d'une génération à une autre. Ça ne va pas durer 100 ans, mais on appelle ça la grande transmission. 9 000 milliards d'euros qui vont passer d'une génération à une autre. Nous, on ne va pas embêter chaque Français sur son héritage. L'héritage, c'est souvent le projet d'une vie, c'est la transmission à ses enfants et on estime que 99 % des héritages, on n'y touche pas. Par contre, sur les 1 % des héritages les plus élevés, c'est -à-dire plus de 4 millions d'euros, on veut les taxer à 10 % supplémentaires. Et pour les 0,1 % des héritages les plus élevés, c'est -à-dire plus de 13 millions d'euros, on veut encore se taxer de 10 %, donc 20 % en tout. Et puis réduire certaines niches fiscales successorales. À la fin, on récupère 15 milliards par an. Donc, c'est 15 milliards par an qu

'on va prendre sur ce qu 'on appelle la grande transmission et en particulier sur les très gros héritages. Et bien, cette grande transmission, on veut l 'affecter à la grande transition, c 'est -à -dire à des moyens pour la prévention des risques, pour le fond vert, pour les écoles de nos enfants, pour les isoler. Et vous voyez, en termes de temporalité, ça correspond parfaitement, parce que cette grande transmission, ça va durer un temps, la pyramide des âges des baby boomers, et la grande transition, la transition, c 'est aussi un temps. Donc quand je vois des gens qui disent on va prendre les héritages et on va le mettre sur, par exemple, les baisses de cotisations, alors du coup, quand tu baisses les cotisations sur ton bulletin de paie pour rapprocher le bruit du net, c 'est la grande mode en ce moment, les gens comprennent pas que la différence entre le bruit et le net, c 'est du salaire différé quand même. C 'est un, de solidarité générationnelle, et deux, tu le récupères quand tu es malade, quand tu engorges la maternité, quand t 'as un accident du travail ou quand tu as la chance d 'avoir ta retraite. Et surtout, on en a besoin tout le temps. Donc si tu dis j 'ai une mesure pendant cinq ans, ça va me financer les charges sociales, après, quand il n 'y aura plus la grande succession, tu fais comment ? Ça, c 'est un problème, ça entache un peu l 'avenir de la sécurité sociale. Nous, on a vraiment ce parallèle. Donc grande transmission, grande transition, 15 milliards d 'euros par an pendant quelques années pour financer tout ça. Et dans ces 15 milliards, c 'est une manière de financer notre plan d 'adaptation, mais aussi notre plan de lutte contre les incendies et de protection des pompiers et de ceux que vous protégez. Donc notamment, on a prévu le doublement des moyens matériels de la sécurité civile avec une flotte aérienne renforcée et des unités spécialisées interrégionales capables d 'intervenir rapidement. Je pense que ça a beaucoup transparu de vos propos. C 'est mettre fin à la logique de location pour investir dans une flotte pérenne, disposer des stocks de pièces détachées nécessaires à la maintenance et reconstruire une capacité industrielle française et européenne de production et de réparation de ces appareils. Ce n 'est pas votre travail directement, mais c 'est quand même votre enjeu. C 'est concrétiser les engagements pris après les incendies de Gironde de 2022 avec la création effective d 'une deuxième base aérienne de la sécurité civile dans le Sud -Ouest. Donc c 'était à Mont -de -Marcent dans les Landes. C 'est celle que Retailleau a annulé. Alors c 'est sûr que si on n 'a pas l 'avion à mettre dessus, ça ne sert à rien. C 'est pour ça qu 'on propose les deux. S 'assurer de la disponibilité des stocks stratégiques de protection pour les populations et leur circuit de distribution. Quand on s 'est dit tout d 'un coup qu 'il fallait des masques FFP2 pour respirer à Bordeaux, les gens disaient aux gens qu 'il faut des masques FFP2, mais tu ne pouvais pas en avoir. Les gens à la pharmacie, non, c 'est pour les publics vulnérables. Oui, mais comment on décide ? Tout le monde a été un peu pris de court. Donc ça, ça s 'anticipe aussi. Évidemment, moderniser le statut des sapeurs -pompiers volontaires avec une rémunération revalorisée, une meilleure protection sociale, une reconnaissance des compétences acquises par des validations professionnelles et universitaires. J 'ai noté la reconnaissance aussi des maladies professionnelles. Suivons l 'exemple du Canada. Je sais que Sandra, tu étais allée au Canada sur place pour constater comment ça marchait. La création d 'une réserve civile climatique aussi. Et puis donner des moyens OSDIS au service départemental d 'incendie et de secours, d 'anticiper les risques des bruxellements stratégiques, zone tampons et d 'affiner leur plan d 'intervention. Et puis, tout simplement, mieux protéger le visant, le vivant, en organisant les dispositifs vétérinaires pour venir en aide aux animaux brûlés, blessés, évaluer l 'impact des incendies sur la biodiversité, favoriser la régénération d 'une diversité d 'espèces, et notamment celles qui ont des fonctions protectrices. Et on proposait aussi de créer une caisse nationale de sécurité climatique pour socialiser et unifier la couverture des risques climatiques pour les résidences principales des ménages. Ça, c 'est plein de mesures, mais il y a aussi, évidemment, un plan d 'action dédié aux pompiers. C 'est Sandra qui a déposé la proposition de loi qui peut peut -être vous donner le contenu, les exemples de mesures, mais vous dire que, enfin, moi, je... Vous dites, c 'est quoi vos mesures de candidat à la présidentielle ? J 'espère que tout ça sera réglé bien avant. Bien avant, parce que ce texte, il a déjà un an de retard. Là, maintenant, il est déposé par Sandra. Qu 'on

le mette à l'heure du jour, qu'on l'adopte et qu'on en finisse. Voilà, point. On prétend pas attendre la présidentielle pour agir là-dessus. J'espère bien que ce sera fait avant.

Mais vous savez, si, en fait, le projet du gouvernement, c'est de faire une société civile locale, il suffit juste de le dire à la population, en fait. Il faut arrêter de leur faire croire qu'ils auront toujours autant de pompiers comme dans les années 80, si c'est pour pas mettre les moyens au bout. On a parlé beaucoup des canadiers, mais il n'y a pas qu'ils canadiers, en fait. On nous a fait le sketch de l'atelier... La 400M cet été, on a fait un largage, c'était classe, ça faisait joli pour les journalistes, c'était super. Sauf que la 400M, c'est trois heures pour le remplir. Mais il n'y a pas que ça en fait. Oui pardon, c'est l'avion militaire qui large du retardant. Je pense que vous l'avez tous vu passer parce que ça a quand même bien circulé. Mais il n'y a pas que ça en fait. Il y a les caméras IA qui permettent sur les massifs de détecter les feux plus rapidement, de donner des positions GPS hyper rapidement. L'IA peut nous aider, les drones peuvent aider. Enfin il y a autre chose, il n'y a pas que les canadiers en fait. Il y a les hélicoptères, il y a plein de choses. Mais en fait quand on ne veut pas mettre d'argent et qu'on nous dit de toute façon ce n'est pas possible, on n'y arrivera pas. Mais moi je vais vous dire Madame de France Inter, moi je suis très confiant en fait comme mes collègues. Ce n'est pas possible qu'on loupe. Ce n'est pas possible en fait. Donc quand vous envoyez un militaire à la guerre, il ne vous dit pas, à mon avis on va planter. Il vous dit on va y arriver. Bah nous on vous dit qu'on va y arriver. Si on se trompe, on sera dégoûté. Mais en tout cas on y ira jusqu'au bout. Ça c'est sûr. Vous vouliez parler je crois.

Non, non, c'est juste pour dire que ma proposition de loi, c'est les conclusions du Beauvau un petit peu aménagées. Mais c'est

pour ça que... Vous avez déjà dépensé la déposite ?

Début juillet.

Ah c'est déjà déposite. Oui, c'est déjà déposite. C'est déjà déposite.

Juste pour revenir sur la réussite du mouvement, enfin je vais faire de la redite. C'est vraiment important. Il n'y a pas d'enjeux. C'est vraiment l'enjeu, c'est pour les citoyens. Il faut vraiment prendre conscience que si on ne prend pas un tournant tout de suite, politique, c'est un courage politique, de savoir qu'est-ce qu'on veut comme protection des citoyens français aujourd'hui, franchement c'est un non-retour. Quand j'ai débuté ma carrière, il y a presque 30 ans, j'ai fait une formation de sauvetage des blémons. C'est lorsqu'il y a des tremblements de terre ou des tornades avec des gens qui sont ensevelis dans les bâtiments. En France, quand il y a malheureusement ce genre de catastrophe, on ne voit jamais aucun civil participer aux opérations de développement. Dans d'autres pays, malheureusement, qui n'ont pas une sécurité civile forte et robuste, c'est tous les citoyens qui vont enlever des briques, déterrer les gens pour essayer de les sauver. En France, on n'en est pas là. Les feux de forêt en 2026, c'est la première fois, pour revenir sur ce que disait Peter tout à l'heure, c'est la première fois où on voit les citoyens, franchement, en tant que pompiers professionnels. Les feux, nous, on les a vécus, pour la grande majorité des sabots professionnels, à travers les images des médias, sur les journaux télévisés, sur les chaînes d'information continue, assis dans notre canapé, en train de bouillir parce qu'on ne pouvait pas intervenir. J'ai dû répondre à plein d'amis ou de ma famille quand ils me demandaient, parce que moi j'exerce mon métier dans un département qui limite Rof à Sud-Acharente. Donc forcément, quand il y a eu les feux, j'ai reçu beaucoup de textos de ma famille qui ne m'habitent pas dans mon département pour me dire, ça va, j'espère que ce n'est pas trop difficile, fais attention à toi, prends soin de toi. Mais j'avais mal au cœur et honte de pouvoir répondre que je n'y étais pas, je n'étais pas, je n'ai pas été engagé parce que j'étais sapeur pompier professionnel. Et durant cet été, quand j'avais à répondre aux médias, je

demandais, en faisant un petit clin d 'œil à tous les journalistes qui m 'interviewaient, je leur demandais si avant de m 'interviewer, ils étaient en congé. En fait, la réponse n 'est pas non, parce que si j 'étais en congé, je ne perdrais pas mon temps à vous interviewer, M. Bois. Mais en fait, moi, pour pouvoir aller exercer mon métier, mon employeur me demande d 'être en congé, pour aller éteindre les feux. Vous savez, mon département, au plus fort de la crise, il y a 35 sapeurs pompiers de mon département qui sont partis en Gironde. Ou dans le même temps, on joue avec l 'opinion publique, avec des contrats avec l 'Europe, avec d 'autres pays européens, à faire la diplomatie, en disant on va faire venir des pompiers roumains, des pompiers grecs, des pompiers australiens, du matériel Australien, des pompiers ultramarins. Il y a 35 sapeurs pompiers de la Charente qui ont participé au plus fort de la crise, au feu en Gironde. Et on a fait venir pire, la sécurité civile d 'un pays en guerre. Et ça a choqué, peut-être pas grand monde, en tout cas moi, ça m 'a choqué, de dire que j 'étais dans mon canapé, à 150 km du feu, et on a fait venir les pompiers ukrainiens, la sécurité civile ukrainienne, d 'un pays en guerre pour arroser la terre française en Gironde. On est sur quelle planète là ? On marche à l 'envers. Enfin franchement. Et on a trouvé normal que c 'est la population qui nourrisse les pompiers. On trouve normal que les pompiers, quand ils vont au feu, il faut qu 'ils partent sur leur congé. Ils ne sont pas payés pendant les heures où ils interviennent. Ils sont nourris par la population. Ils dorment quelques heures, à même le sol parfois. Sinon dans des salles polyvalentes sur des lits militaires. On trouve normal que c 'est des citoyens, des agriculteurs qui éteignent, comme on l 'a vu, avec des journalistes qui étaient à 10 mètres du front de flammes, sans protection, avec des citoyens lambda, qui étaient sans protection, en tee-shirt, voire même en short, en train de déteindre des reprises de feu sans un seul pompier autour. Et on vient nous dire, non, non, mais n 'ayez pas peur, hein. Il y a les moyens, ils sont là. La sécurité civile, elle est robuste. Mais qui croit ça, en fait ? Nous, il n 'y a pas eu besoin, qui est malencontreusement, une vidéo qui était tournée pendant la rencontre avec le ministre de l 'Intérieur, pour savoir que ce qu 'il disait, c 'était faux. Il n 'y a pas eu besoin de ça. Enfin, on les a tous vus, les images, tous. Et bien, je peux vous dire que, en tant que pompier, quand on voit ça, c 'est pas la France qu 'on m 'a raconté quand j 'étais à l 'école. C 'est pas le grand pays que l 'on m 'a

appris. Voilà. Et ce qu 'il faut comprendre, pourquoi, parce que vous pouvez vous poser la question, pourquoi les sapeurs -pompiers professionnels ne sont pas engagés sur ce genre de feu, elle est assez simple, la réponse. C 'est que l 'élastique est tellement tendue au niveau du professionnel. Si on part sur les feux de forêt, au 15 octobre, on est en vacances, en fait. Les sapeurs -pompiers professionnels, aujourd 'hui, servent à quoi ? À alimenter la journée, le manque de pompiers volontaires. Donc, comme on n 'a pas assez de pros en France, on les utilise surtout pas pour les feux de forêt, alors qu 'on est formé comme pas possible. Et comme me dit mon collègue, franchement, ça fait mal, tout simplement, de voir nos collègues engagés et nous ne pas pouvoir y aller sauf sur nos congés ou sous statut volontaire. En fait, on est obligé de tricher avec l 'État. On en est là, en fait. Parce qu 'on a ça en nous, et si on veut vraiment faire, on est obligé de passer par ce mode complètement fou. Et pour répondre à votre dernière question, si on n 'y arrive pas à faire ce qu 'on veut, là aujourd 'hui, c 'est un échec collectif. Ce ne sera pas un échec de l 'inter-syndical ni de la sécurité civile. Ça veut dire qu 'on n 'aura pas réussi à convaincre cette population française que la sécurité civile, c 'est encore un des services publics qui existent et qui va se casser la gueule. Et s 'il se casse la figure, il n 'y aura plus personne pour faire le couteau suisse. C 'est la fin. Donc, ça ne peut pas être possible. Et ce n 'est pas le pays qu 'on aime, en fait. Ce n 'est pas celui-là. Moi, je n 'ai pas été élevé dans cette idée-là. La France, c 'est autre chose que ça. Sur les effectifs

de professionnels, 48 000 sapeurs -pompiers professionnels, les forces de sécurité intérieures, c 'est 250 000 environ. 250 000, c 'est ce que l 'on a aussi à la sécurité civile, mais seulement 48 000 professionnels. Le reste, c 'est du sapeur -pompier volontaire et des pompiers militaires. S 'il y avait les 250 000 forces de sécurité civile comme les forces de sécurité intérieure, tout se serait mieux

passé que ça s'est passé aujourd'hui. Les policiers et les gendarmes qui ont été envoyés en renfort en Gironde, n'ont pas été engagés sur leur temps de repos ou sur leur temps de congé. Voilà. Les militaires, les CRS, quand ils partent sur des missions de maintien de l'ordre pendant les manifestations, lorsqu'il faut 20 CRS pour barrer une rue, pour protéger une zone, ils partent à 60. Les sapeurs-pompiers professionnels, quand ils doivent partir sur un feu dans un véhicule avec 4 places, ils partent à 4. Là où il faudrait qu'on puisse partir à 12. En fait, pour pouvoir faire tourner le personnel et maintenir un certain repos qui est nécessaire à la réalisation de la mission. Donc il y a vraiment un problème de la sécurité civile. Aujourd'hui, il faut que tout le monde en prenne conscience. On a peut-être mis trop de temps avant de le déclarer. On a peut-être mis trop de temps à arrêter d'avoir confiance en ceux qui nous écoutent depuis tant d'années. Mais aujourd'hui, il faut que tout le monde en prenne conscience et on est là pour ça.

Ce sera juste pour vous remercier infiniment de votre confiance parce que je sais que une inter-syndicale, déjà c'est pas simple, c'est précieux qu'elle existe et que venir dans le siège d'un parti politique pour vous exprimer, c'était une preuve de confiance pour moi de savoir que vous ne seriez pas instrumentalisée que c'était pour vous soutenir vous et merci infiniment pour ça. J'ai bien noté le rendez-vous de septembre et moi je pense qu'il y aura beaucoup de monde madame Perron, vous verrez. Parce que les... Non mais je rigole. Mais je vous le dis. En fait, vous dites, vous n'avez pas peur que ça serve, etc. Premièrement, s'ils se mobilisent, c'est aussi qu'ils ont bien compris que les personnes dont on avait besoin de décisions avaient besoin aussi d'une mobilisation dans la rue pour se bouger. Donc voilà, allez-y, allez-y. Je vais

vous me permettre une petite précision justement par rapport au mouvement. Nous sommes en train de finaliser la rédaction d'un préavis de grève sur l'inter-syndicale. Une grève qui sera qui va débuter du 8 septembre sûrement jusqu'au 20 octobre. Pourquoi le 8 septembre, pourquoi le 20 octobre ? Le 8 septembre, parce que en fait les organisations syndicales sont conviées à la DGSTGC, la Direction Générale de la Sécurité Civile, le 8 à 11 heures pour... On va nous remettre le fameux projet de loi.

Ils ont mis un nom à l'écrit, j'espère qu'il est bien.

Voilà, qui va contenir trois titres. Le quatrième titre, c'est la mission parlementaire qui est en train de l'élaborer, donc la quatrième trice qui va concerner que le feu de forêt. Donc on sait qu'il va y avoir trois titres. Il va nous être présenté le 8 à 11 heures. Et donc on vous invite également les médias à refaire une petite conférence de presse. On vous donnera en live, en sortant. Donc je pense que midi et demi au niveau de la rue des Pyrénées, ce serait pas mal, midi et demi 13 heures. On sera beaucoup plus libre que devant le ministère de l'Intérieur. parce qu'il faut savoir qu'on a été presque empêchés de tenir une conférence de presse parce que les manifestations de pompiers on sait jamais alors que là on n'était que 18 représentants syndicaux, quand même bien élevés, bien éduqués, on n'est pas là pour casser quoi que ce soit. Donc on vous invite à une prochaine conférence de presse le 8 septembre et la date du 20 octobre. Pourquoi ? Parce qu'en fait le 20 octobre normalement c'est le vote solennel de la première partie du projet de loi de finances et du coup comme on nous a dit que le financement des S10 serait porté par le futur projet de loi de finances, et bien on verra si l'enjeu, si la mesure, les engagements sont respectés, si la mesure de l'enjeu a bien été mesurée justement et on verra ça le 20 octobre. Si tout va bien le 8 septembre, la grève on l'arrête à midi 1 si le texte est concluant, mais les promesses on n'y croit pas trop. En 2003 ils nous avaient déjà fait le coup et nous on voulait un départ à la retraite à 50 ans à l'époque. Aujourd'hui cette mesure de fin de carrière elle est possible à 57 ans là où on avait le droit de partir à la retraite il y a quelques années. Donc voilà, on ne croit plus trop aux promesses, le texte est d'un intérêt d'être bien écrit avec des bons engagements et surtout des choses qui peuvent être fait tout

de suite avec le règlementaire. Les ministres ils vont arrêter de nous amuser et je pense qu'aujourd'hui vraiment s'ils n'en ont pas pris la mesure il va falloir vite

Rendez-vous est pris, je comprends mieux pourquoi BFM programme son débat le 9 ou le 10. Non mais tout ça en fait c'est enfin on sait tous comment ça marche quand ça s'indique à l'eau politique c'est une question de rapport de force de pression, de maintenir un sujet sur la table et celui là est parti pour y rester du coup au moins jusqu'au 8, 9, 10 septembre. Je m'excuse par avance parce que ma date de terme est pile dans votre grande grève de fin septembre donc j'espère que tout sera résolu le 8 septembre mais tant que je serai en mesure de vous accompagner je serai là et puis tout mouvement de toute façon est présent à vos côtés donc on sera là. Merci beaucoup d'être venus et s'il y a besoin de sons tout le monde reste à disposition si il y a besoin de faire des interviews. Merci à ceux qui ont suivi en live.